

LES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ EN ALSACE

Édition juillet 2024

SOUTIEN ÉCUEIL RENAÎTRE
RECONVERSION FORMATION
REBONDIR APPUI
DIFFICULTÉS LENDEMAIN
AIDES SOLIDARITÉ TRACAS
TRAVAIL ACCOMPAGNEMENT
REPARTIR PROBLÈMES RÉSISTANCE
SOUFFLER SOUCI FAMILLE
RÉSILIENCE DÉCOURAGEMENT
ANGOISSE FATIGUE
PERSPECTIVES
AGIR AVENIR



Dans le cadre des réflexions menées par le Ministère en charge de l'Agriculture, sur l'identification et l'accompagnement des exploitations en difficulté, les cellules d'accompagnement du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont mis en place en 2020 un vade-mecum des dispositifs permettant d'accompagner les exploitants confrontés à des difficultés, quelle que soit leur origine.

Ce guide non exhaustif réunit un certain nombre d'outils disponibles en Alsace, pouvant être proposés aux agriculteurs en difficultés selon la nature de leurs besoins, afin de les aider à trouver une réponse adaptée à leurs difficultés.

Il est destiné particulièrement aux opérateurs des structures opérationnelles d'accompagnement.

Il se décline en deux parties, la première permettant d'identifier les acteurs de l'accompagnement, et la seconde sous forme de fiches mesures.

Cette version éditée en mai 2023 est la 2ème édition du guide publié initialement en 2020. De nouvelles fiches mesures y sont intégrées.

Suite à la publication en novembre 2021 de la feuille de route nationale pour la prévention du mal-être et l'accompagnement des agriculteurs en difficulté, une nouvelle gouvernance locale a été installée et de nouveaux partenaires appelés à se mobiliser dans le déploiement d'actions à l'échelle alsacienne. Des versions enrichies de ce vade-mecum seront ainsi régulièrement publiées.

STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT



REAGIR

Chambre d'Agriculture d'Alsace

Bas-Rhin : 03 88 19 17 17

Haut-Rhin : 03 89 20 97 19



Mutualité sociale agricole

9, rue de Guebwiller, 68023

COLMAR Cedex



Solidarité Paysans Alsace

La Taupré

68 240 FRÉLAND

07 69 03 89 75

solidaritepaysansalsace@zacyls.net

***Le dispositif RÉAGIR d'Alsace**
accompagne les agriculteurs en période
de fragilité pour le maintien des exploitations
agricoles sur le territoire*

Vos contacts

Pierre-Paul RITLENG (67)

03 88 19 17 18

pierre-paul.ritleng@alsace.chambagri.fr

Thibault BERCHOUX (68)

03 89 20 97 36

thibault.berchoux@alsace.chambagri.fr



Avec le soutien financier de

Le dispositif RÉAGIR *vous accompagne en période de fragilité*

Vous rencontrez des difficultés d'origines diverses : économiques, techniques ou sanitaires, financières, relationnelles, médicales ou psychologiques ? Vous souhaitez en parler et chercher des solutions ?

RÉAGIR permet de vous accompagner pour :

- *Exposer vos difficultés en toute confidentialité*
- *Élaborer un diagnostic de votre situation*
- *Trouver des solutions adaptées : conciliation avec les créanciers, les banques, médiation entre associés, lien avec la MSA, etc.*
- *Bénéficier d'aides et/ou de prises en charge*
- *Construire un plan d'amélioration pour retrouver une situation saine*

Des organisations professionnelles à votre écoute :

- *Elles se sont engagées à mettre en place un RÉSEAU DE CONSEILLERS*
- *Les exploitants qui font appel à ce RÉSEAU bénéficient simultanément de l'ensemble des compétences des différents organismes*

Les objectifs de la démarche

- *INTERVENIR très tôt avant que la situation ne s'aggrave*
- *TROUVER un ACCOMPAGNEMENT adapté*
- *METTRE en PLACE un PLAN de RELANCE*
- *SUIVRE les AMÉLIORATIONS*
- *ORIENTER si besoin vers des dispositifs administratifs*

Unique - En direct - Confidential

Les partenaires du dispositif REAGIR, aux côtés de la MSA et de la Chambre d'agriculture Alsace : **Centres de gestion agricole, Banques, Assurances, Coopératives, Négoces, Services de l'Etat, Syndicats.**

Contactez le travailleur social MSA proche de chez vous...

Ligne Détresse de la MSA

06.42.53.60.99

Manon WEIL - 06.79.19.96.15

weil.manon@alsace.msa.fr

MSA Alsace

7 rue de l'Abattoir à BRUMATH

Laura KIENTZ - 06.72.03.72.17

kientz.laura@alsace.msa.fr

MSA Alsace

30 rue des Vergers à MOLSHEIM

Bertrand NIVET - 06.72.95.14.46

nivet.bertrand@alsace.msa.fr

MSA Alsace

8 rue Sainte Marguerite à STRASBOURG

Alice BAUR - 06.82.58.80.20

baur.alice@alsace.msa.fr

MSA Alsace

7 route d'Orschwiller à SELESTAT

Sara DECKERT - 06.89.03.65.36

deckert.sara@alsace.msa.fr

MSA Alsace

23 Av. du Gén. de Gaulle à RIBEAUVILLE

Virginie RAMIN - 06.89.06.55.03

ramin.virginie@alsace.msa.fr

MSA Alsace

9 rue de Guebwiller à COLMAR

Angélique BRESSAN - 06.72.05.92.93

bressan.angelique@alsace.msa.fr

Maison de la MSA

39 av. 8ème Rég. de Hussards
Quartier Plessier – Bât 6 à ALTKIRCH

Adeline BANZET - 06.73.97.79.67

banzet.adeline@alsace.msa.fr

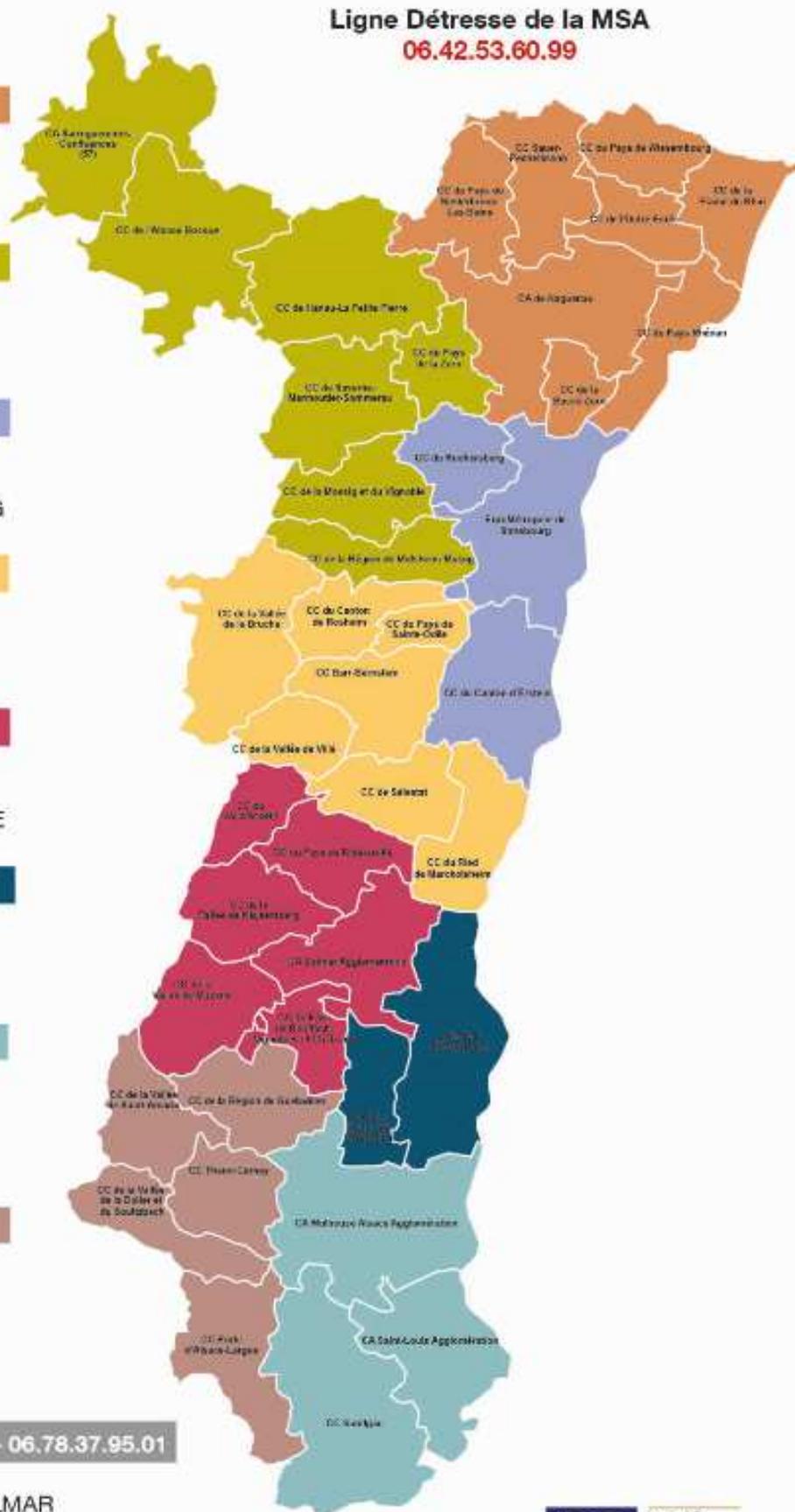
Maison de la MSA

39 av. 8ème Rég. de Hussards
Quartier Plessier – Bât 6 à ALTKIRCH

Nathalie VAUDEVILLE - Responsable - 06.78.37.95.01

vaudeville.nathalie@alsace.msa.fr

MSA Alsace - 9 rue de Guebwiller à COLMAR



L'essentiel & plus encore

Agri'écoute : en cas d'urgence pour vous ou un proche

Agri'écoute est un service d'écoute en ligne de la MSA est à votre disposition par téléphone au 09 69 39 29 19 (prix d'un appel local) ou par tchat sur agriecoute.fr. Accessible à tout moment, il permet de dialoguer par tchat ou téléphone de façon confidentielle avec un professionnel.

Ne restez pas seul face aux difficultés, parlez-en !

AGRI'ÉCOUTE

SERVICE D'ÉCOUTE 24H/24 ET 7J/7
DÉDIÉ AU MONDE AGRICOLE ET RURAL



*prix d'un appel local

Le 3114, numéro national de prévention du suicide

Confidentiel et gratuit, le 3114 permet de répondre aux besoins immédiats des personnes en recherche d'aide : écoute, évaluation, intervention, urgence, orientation ou suivi de crise.

Des professionnels hospitaliers (infirmier·e·s, psychologues, sous la supervision d'un médecin spécialiste) assurent la continuité de la réponse 24h/24, 7j/7 au sein de 13 centres répartis en région.

Le 3114 est piloté par le Ministère de la Santé et de la Prévention.



Fiches mesures

Fiche n°	Nom de la mesure	Organisation
1	Délais de paiement pour le règlement des dettes fiscales et sociales – CCSF	DRFIP
2	Restructuration des Prêts Garantis par l'État (PGE)	DRFIP
3	Aides énergie en 2024	DRFIP
4	Remboursement partiel des taxes sur le Gasoil agricole non routier	DRFIP
6	Dégrevement d'office de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) en cas de perte de récolte sur pied par suite d'événements extraordinaires	DRFIP
8	Dégrevement sur réclamation contentieuse de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) en cas de perte de récolte sur pied par suite d'événements extraordinaires	DRFIP
7	Le revenu de solidarité active (RSA)	MSA
3	La prime d'activité	MSA
8	Echéancier de paiement des cotisations sociales	MSA
10	Remise des pénalités et majorations de retard	MSA
11	Modulation des appels fractionnés ou des prélèvements mensuels	MSA
12	Prise en charge de cotisations sociales	MSA
13	Option en faveur de l'assiette de cotisations sur l'année N-1	MSA
14	Cellule de prévention et de maintien dans l'emploi	MSA
16	L'avenir en soi	MSA
18	L'aide au répit	MSA
17	Séjour « ensemble pour repartir »	MSA
13	Le soutien psychologique	MSA
18	Le rendez-vous prestations	MSA
20	Les instants santé	MSA
21	Procédure collective : la liquidation judiciaire (LJ)	TJ
22	Procédure collective : la procédure de sauvegarde	TJ
23	Procédure collective : le redressement judiciaire	TJ
24	Le règlement amiable judiciaire (RAJ)	TJ
26	Aide à l'audit global de l'exploitation agricole	DDT
28	Aide à la relance des exploitations agricoles	DDT
27	Aide à la réinsertion professionnelle	DDT
23	Aide à la formation professionnelle continue	VIVEA
28	Aide au congé de formation	VIVEA
30 et 34	Incitation à la transmission hors cadre familial	Point Information Transmission
36	Santé psychique et écoute	ARS

Dispositif

En cas de difficultés à régler une ou plusieurs échéances fiscales ou sociales, vous pouvez saisir la Commission des Chefs des Services Financiers (CCSF), dont le secrétariat permanent est assuré par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP).

Échéance en vigueur

Aucune.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Etablissement d'un plan global de règlement échelonné des dettes fiscales et sociales (part patronale) du débiteur. A l'issue du plan, les créanciers publics pourront éventuellement accorder une remise des majorations et des pénalités de retard.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les personnes morales de droit privé, les commerçants, artisans, professions libérales ou les agriculteurs peuvent bénéficier de ce dispositif.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- Etre à jour dans le dépôt de ses déclarations et dans le paiement de la part salariale des cotisations sociales et du prélèvement à la source.
- Ne pas être en procédure collective.

4. Structure à contacter

Par courrier : Direction Départementale des Finances Publiques
Division Economie et Fiscalité
Cité Administrative - 3 rue Fleischhauer
68026 COLMAR Cedex

Par courriel : codefi.ccsf68@dgfip.finances.gouv.fr

Dispositif

Un accord de place, signé le 19 janvier 2022, a institué une procédure de restructuration amiable des PGE.

Ce dispositif permet d'accompagner les entreprises de petite taille rencontrant des difficultés de remboursement de leurs dettes bancaires dans la recherche de solutions amiables avec leur banque.

Échéance en vigueur

Dispositif en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Obtenir une augmentation de la durée de votre prêt jusqu'à 10 ans, avec maintien de la garantie de l'État.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Indépendants, TPE/PME, ou acteurs de l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives, mutuelles, fondations et entreprises sociales).

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- Avoir bénéficié d'un ou plusieurs PGE.
- Ne pas avoir déjà sollicité/bénéficié de restructuration du ou des PGE concerné(s).
- Fournir une attestation établie par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes, qui doit préciser que l'entreprise :
 - . ne se trouve pas en cessation des paiements au moment de la demande,
 - . n'est pas en mesure d'honorer ses échéances de PGE en 2024,
 - . dispose des perspectives commerciales et financières à même d'assurer sa pérennité.

4. Structures à contacter

Si le montant initial total de votre/vos PGE est supérieur à 50.000 €
⇒ contacter la Conseillère Départementale aux Entreprises en Difficulté (CDED) :
Mme Bergean KAYACAN (06.01.27.48.72 / codefi.ccsf68@dgfip.finances.gouv.fr)

S'il est inférieur ou égal à 50.000 € ⇒ contacter directement votre banque

Dispositif

Dans le cadre de la crise des prix de l'énergie, le maintien en 2024 d'un soutien ciblé a été décidé pour les entreprises disposant de contrats d'électricité signés au cœur de la crise (avant le 30 juin 2023), à des prix élevés et avec un engagement de longue durée, et qui sont encore en vigueur en 2024.

Pour les TPE, le dispositif de plafond de prix à 280€/MWh est prolongé.

L'amortisseur électricité est maintenu avec une évolution des paramètres afin de mieux protéger les contrats à prix haut.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Bénéficier d'aides pour faire face à la hausse de vos dépenses d'électricité.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

- Pour la garantie de prix : TPE
- Pour l'amortisseur électricité : TPE/PME

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- La garantie de prix est accessible à toutes les TPE ayant renouvelé ou souscrit leur contrat avant le 30 juin 2023, y compris les petits consommateurs professionnels ayant une puissance souscrite inférieure à 36 kVA.
- L'amortisseur électricité est accessible aux TPE ou PME de moins de 250 salariés :
 - . non éligibles à la garantie de prix 280 €/MWh,
 - . ayant signé un contrat avant le 30 juin 2023 encore en vigueur en 2024,
 - . et ayant un compteur électrique à une puissance supérieure à 36 kVA.

4. Comment en bénéficier ?

- Si vous avez bénéficié de l'un de ces dispositifs en 2023 ⇒ **vous n'avez aucune démarche à faire en 2024**. L'aide sera appliquée automatiquement sur vos factures par votre fournisseur d'électricité.
- Si votre entreprise est éligible et n'a pas bénéficié de l'un de ces dispositifs en 2023 ⇒ vous devez envoyer une attestation d'éligibilité à votre fournisseur d'électricité.

5. Structures à contacter

- Pour l'envoi de l'attestation d'éligibilité ⇒ votre fournisseur d'électricité
- Pour tout renseignement sur les aides
⇒ la Conseillère Départementale aux Entreprises en Difficulté (CDED) :
Mme Bergean KAYACAN (06.01.27.48.72 / codefi.ccsf68@dgifp.finances.gouv.fr)

Dispositif

L'accise sur les produits énergétiques autres que les gaz naturels et les charbons (ancienne TICPE) et l'accise sur les gaz naturels (ancienne TICGN), prévues à l'article L.312-2 du code des impositions sur les biens et services (CIBS), font l'objet d'un remboursement prévu, pour les quantités acquises en 2021 par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 modifiée de finances pour 2014 et pour les quantités acquises à compter du 1er janvier 2022, par les dispositions combinées des articles L. 311-36, L. 312-60 et L. 312-61 du CIBS.

Avance :

Le décret n° 2024-76 du 2 février 2024 prévoit le versement d'une avance sur le remboursement partiel d'accise sur les produits utilisés pour la réalisation de travaux agricoles et forestiers livrés ou à livrer en 2024.

Les bénéficiaires de l'avance sont les personnes morales ou physiques déposant sur DématIC une demande de remboursement d'accise acquittée en 2023 et n'ayant pas décoché la case préremplie.

Elle est égale à la moitié du montant versé au titre des quantités acquises en 2023. Ce montant sera déduit du remboursement partiel octroyé au titre de l'année 2024

Échéance en vigueur

Les factures éligibles à la campagne de remboursement 2024 entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 inclus. Les factures pour les années 2021 et 2022 peuvent toujours être déposées dans le cadre de cette campagne.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

L'application du taux réduit s'opère via un remboursement d'accise constitué de la différence entre le tarif normal et le tarif réduit correspondant aux produits concernés.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

- les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- les sociétés spécifiques du secteur de la production agricole (GAEC, EARL, SCEA, etc.) ;
- les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole ;
- les exploitations de conchyliculture, d'aquaculture marine ou de pisciculture ;
- les personnes redevables de la cotisation de solidarité visée à l'article L. 731-23 du code rural et de la pêche
- les personnes morales ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 (5° excepté) à L.722-3 du code rural et de la pêche maritime

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Les produits soumis à l'accise sur les produits énergétiques ou à l'accise sur les gaz naturels et visés à l'article 32 de la loi de finances pour 2014 et aux articles L. 312-60 et L. 312-61 du CIBS.

Factures dont la date de livraison du GNR, des GPL, du fioul lourd ou du gaz naturel mentionnée par le fournisseur est comprise entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 inclus. Les factures pour les années 2021 et 2022 peuvent toujours être déposées dans le cadre de cette campagne.

Volumes utilisés ou destinés à des fins professionnelles comme carburant ou combustible dans des activités agricoles ou forestières au sens des articles L. 722-1 (5° excepté) à L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime

Nature du dispositif

Aide conjoncturelle

L'article 1398 du CGI prévoit l'application, dans le cas de pertes de récoltes sur pied par suite de grêle, gelée, inondation, incendie ou autres événements extraordinaires, d'un dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) afférente aux parcelles atteintes.

Ce dispositif est commenté au Bulletin Officiel des Finances publiques-Impôts (BOFIP) sous la référence BOI-IF-TFNB-50-10-20, II (disponible sur le site internet www.impots.gouv.fr). La présente fiche ne se substitue pas à la documentation officielle de la DGFIP figurant au BOFIP.

L'application du dégrèvement est, en principe, subordonnée au dépôt, auprès du service des impôts concerné, d'une demande individuelle du propriétaire ou de l'exploitant, ou encore d'une demande collective par le maire de la commune dans l'intérêt collectif de ses administrés lorsque les pertes subies affectent une partie notable de la commune.

Le dégrèvement d'office fait exception à ce principe.

Échéance en vigueur

Lorsque l'événement climatique revêt une certaine importance, les dégrèvements de TFNB pour perte de récolte sur pied peuvent être prononcés d'office par l'administration fiscale, chaque fois qu'il lui est possible de déterminer le périmètre des parcelles sinistrées et les taux de perte définitifs.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette procédure vise à bénéficier d'un dégrèvement de la taxe foncière sur le non bâti pour l'année en cours à la suite d'un événement climatique extraordinaire ayant causé des pertes de récolte sur pied. Elle vise à améliorer la trésorerie des exploitants agricoles impactés.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dégrèvement est accordé au débiteur légal de l'impôt, qui est, en règle générale, le propriétaire (ou l'usufruitier, l'emphytéote...). En cas de fermage ou de métayage, le bailleur, débiteur légal de l'impôt, doit faire bénéficier le preneur du dégrèvement dans les conditions prévues par les articles L. 411-24 et L. 417-8 du code rural.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

L'application du dégrèvement de TFNB est subordonnée à la triple condition que les dommages :

- aient été causés par un événement extraordinaire tel que grêle, gelée, inondation, incendie... Constituent des événements extraordinaires ceux qui répondent à la fois aux conditions suivantes : présenter un caractère naturel, être indépendants de la volonté des intéressés et avoir provoqué des dommages dépassant ceux auxquels les agriculteurs sont habituellement exposés ;
- aient affecté des récoltes sur pied. Le dégrèvement est refusé lorsque les récoltes étaient enlevées lors du sinistre ou lorsque les dégâts apparents constatés au moment du sinistre ont été réparés à l'époque de l'enlèvement des récoltes ;
- aient provoqué une perte de récoltes, qui s'entend d'une perte physique effective de tout ou partie des récoltes.

4. Quel est le montant du dégrèvement d'office de la TFNB ?

Le montant du dégrèvement est proportionnel à l'importance de la perte constatée sur la récolte d'une année.

En cas de sinistre dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les parcelles sont réévaluées afin de tenir compte des conséquences du sinistre sur la production (cas des sinistres touchant les bois par exemple).

5. Comment bénéficier du dégrèvement d'office de la TFNB

Le dégrèvement est prononcé d'office par l'administration fiscale. Le contribuable n'a donc pas à présenter une réclamation auprès du service local des impôts.

La procédure du dégrèvement d'office peut être mise en oeuvre sous réserve qu'il soit possible aux directions régionales ou départementales des finances publiques (DR-DDFiP) de déterminer, en concertation avec les services de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) concernés et, le cas échéant, les organisations professionnelles agricoles, le périmètre des parcelles sinistrées et les taux de perte définitifs.

La procédure de dégrèvement d'office n'est qu'une des modalités pratiques de mise en oeuvre du dispositif prévu à l'article 1398 du CGI en cas de pertes de récolte. Dès lors, au-delà de la détermination des zones géographiques touchées par le sinistre, il est nécessaire qu'un (des) taux de pertes soit (soient) déterminé(s), le cas échéant zone par zone, et culture par culture avec les contraintes liées aux catégories cadastrales.

Sur ce dernier point, il est précisé que les natures de culture et de propriété non bâties sont rangées en treize grandes catégories. Ainsi, constituent chacune une catégorie : 1° les terres, 2° les prés et prairies naturels, herbages et pâturages, 3° les vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, etc., 4° les vignes. (Article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908)

Les DR-DDFiP doivent disposer de tous les éléments leur permettant de calculer des taux de perte.

Lorsqu'il s'agit de cultures éligibles aux calamités agricoles, la DDTM transmet aux DR-DDFiP les comptes-rendus de la Commission départementale d'expertise, puis, lorsqu'elle en dispose, les arrêtés de reconnaissance de calamité agricole.

Cependant, si la reconnaissance de l'état de calamité agricole est de nature à faciliter la décision à prendre par la DR-DDFiP, elle n'est pas une condition indispensable à la mise en oeuvre de l'article 1398 du CGI.

Ainsi, les DDTM, lorsqu'il ne s'agit pas de cultures éligibles aux calamités agricoles, doivent organiser des missions d'enquêtes pour déterminer un taux de perte par département ou par zone géographique. Ces informations sont ensuite communiquées aux DR-DDFiP.

6. Structures à contacter

Direction régionale ou départementale des finances publiques
et
Direction départementale des territoires de votre département

Nature du dispositif

Aide conjoncturelle

L'article 1398 du CGI prévoit l'application, dans le cas de pertes de récoltes sur pied par suite de grêle, gelée, inondation, incendie ou autres événements extraordinaires, d'un dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) afférente aux parcelles atteintes.

Ce dispositif est commenté au Bulletin Officiel des Finances publiques-Impôts (BOFIP) sous la référence BOI-IF-TFNB-50-10-20, II (disponible sur le site internet www.impots.gouv.fr). La présente fiche ne se substitue pas à la documentation officielle de la DGFIP figurant au BOFIP.

Échéance en vigueur :

Les réclamations tendant à obtenir le dégrèvement prévu en cas de perte de récoltes sur pied doivent, conformément à l'article R* 196-4 du livre des procédures fiscales (LPF), être présentées selon la situation la plus favorable aux redevables intéressés :

- soit dans les quinze jours qui suivent la date du sinistre ;
- soit quinze jours au moins avant la date où débute habituellement l'enlèvement des récoltes.

Lorsqu'elle a été déposée hors délais la réclamation est considérée comme irrecevable.

Les dégrèvements de TFNB peuvent aussi être prononcés d'office par l'administration fiscale lorsqu'il lui est possible de déterminer le périmètre des parcelles sinistrées et les taux de pertes définitifs (voir fiche "dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés non bâties").

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette procédure vise à bénéficier d'un dégrèvement de la taxe foncière sur le non bâti pour l'année en cours à la suite d'un événement climatique extraordinaire ayant causé des pertes de récolte sur pied.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dégrèvement est accordé au débiteur légal de l'impôt, qui est, en règle générale, le propriétaire (ou l'usufruitier, l'emphytéote...). En cas de fermage ou de métayage, le bailleur, débiteur légal de l'impôt, doit faire bénéficier le preneur du dégrèvement dans les conditions prévues par les articles L. 411-24 et L. 417-8 du code rural.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

L'application du dégrèvement de TFNB est subordonnée à la triple condition que les dommages :

- aient été causés par un événement extraordinaire tel que grêle, gelée, inondation, incendie... Constituent des événements extraordinaires ceux qui répondent à la fois aux conditions suivantes : présenter un caractère naturel, être indépendants de la volonté des intéressés et avoir provoqué des dommages dépassant ceux auxquels les agriculteurs sont habituellement exposés ;
- aient affecté des récoltes sur pied. Le dégrèvement est refusé lorsque les récoltes étaient enlevées lors du sinistre ou lorsque les dégâts apparents constatés au moment du sinistre ont été réparés à l'époque de l'enlèvement des récoltes ;
- aient provoqué une perte de récoltes, qui s'entend d'une perte physique effective de tout ou partie des récoltes.

4. Quel est le montant du dégrèvement de TFNB ?

Le montant du dégrèvement est proportionnel à l'importance de la perte constatée sur la récolte d'une année.

En cas de sinistre dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les parcelles sont réévaluées afin de tenir compte des conséquences du sinistre sur la production (cas des sinistres touchant les bois par exemple).

5. Comment bénéficier du dégrèvement de TFNB ?

Les demandes de dégrèvement pour pertes de récoltes doivent être formulées par voie de réclamation contentieuse, dans les délais prévus à l'article R* 196-4 du LPF (voir page 1), selon les modalités suivantes :

☞ **Les réclamations sont introduites individuellement**, soit par le contribuable inscrit au rôle (propriétaire, usufruitier...), soit par le preneur (fermier ou métayer) des parcelles sinistrées. Les intéressés ont la faculté d'agir séparément ou de produire une réclamation commune.

Le service des impôts destinataire de la réclamation est celui qui est mentionné sur l'avis d'imposition à la taxe foncière : centre des impôts fonciers (CDIF) ou service des impôts des particuliers (SIP).

Si la parcelle sinistrée couvre plusieurs communes, il convient de déposer une réclamation distincte par commune.

La réclamation doit être accompagnée soit de l'avis d'imposition, soit d'une copie de cet avis, soit d'un extrait du rôle. Elle doit porter la signature manuscrite de son auteur.

Les réclamations ne sont soumises à aucune règle de forme et il n'existe pas d'imprimé spécifique à servir par les réclamants.

Pour pouvoir être traitées par les services des impôts, les réclamations doivent mentionner toutes les circonstances propres à justifier de la perte de récolte sur pied : les date et nature du sinistre (grêle, gelée, inondation...), les parcelles concernées (références cadastrales), le type de culture, le pourcentage de superficie atteinte et le taux de perte.

Les modes de preuve transmis au service des impôts doivent être compatibles avec la procédure écrite et la charge de la preuve des faits rapportés incombe au requérant.

D'une façon générale, les méthodes de chiffrage des taux de perte doivent tenir compte du caractère "normal" des variations climatiques annuelles (hors événements extraordinaires), qui génèrent naturellement des variations de rendement qui sont inhérentes à l'activité agricole. De simples variations peu significatives n'ont pas lieu d'être retenues comme étant des "pertes".

Le service instructeur procède à l'examen des justificatifs que le contribuable a produits. Il recueille, au cours de cet examen, toutes indications utiles pour apprécier la valeur, ou l'absence de valeur probante, de ces justificatifs. Dans ce cadre, il peut solliciter les demandeurs, mais aussi la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), afin d'obtenir des éléments d'information plus précis sur les parcelles concernées et sur la détermination des taux de perte (notamment lorsque les exploitants ont fait valoir, auprès de la DDTM, un taux de perte pour bénéficier d'un dispositif d'indemnisation particulier).

☞ **Le maire peut présenter une demande unique** dans l'intérêt collectif de ses administrés lorsque les pertes subies affectent une partie notable de la commune.

Cette demande unique doit alors mentionner la nature des pertes, la date du sinistre et le nombre approximatif des contribuables atteints (LPF, art. R.* 197-3, dernier alinéa).

Après réception de la demande collective, le service des impôts destinataire (CDIF, SIP) adresse au maire des bulletins individuels de déclaration de perte à transmettre aux propriétaires et exploitants des biens endommagés lors du sinistre. Le maire est chargé de la distribution de ces documents à compléter par les intéressés, puis de leur collecte pour envoi au service des impôts.

Les modalités de justification de la perte de récolte par les demandeurs et d'instruction des demandes par le CDIF ou le SIP sont identiques à celles des "réclamations introduites individuellement".

6. Structures à contacter

Direction régionale des finances publiques
4 Place de la République
67000 Strasbourg

Direction départementale des finances publiques
6 Rue Bruat,
68000 Colmar

Nature du dispositif

Prestation légale

Échéance en vigueur

Depuis le 01/01/2009

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le RSA garantit aux bénéficiaires un revenu minimum, afin de lutter contre la pauvreté et soutenir l'exercice d'une activité professionnelle ou le retour à l'emploi. Sous certaines conditions et en fonction des ressources du foyer, le RSA peut-être cumulé avec la Prime d'activité. La demande de RSA vaut demande de Prime d'activité. Dans ce cas, la MSA calculera donc les droits au RSA ainsi qu'à la prime d'activité si le demandeur a perçu des revenus d'activité professionnelle.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les foyers qui disposent de faibles ressources, inférieures au montant forfaitaire du RSA.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- N'avoir peu ou pas de ressources,
- Être âgé de plus de 25 ans
- Ou, si âgé de 18 à 25 ans avoir au moins un enfant à charge ou à naître, ou avoir exercé une activité professionnelle au moins 2 ans au cours des 3 dernières années,
- Résider en France de manière stable et régulière
- Être français, ou ressortissant de l'Espace économique européen
- Pour les ressortissants étrangers (hors EEE), séjourner en France de façon régulière depuis au moins 5 ans.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le montant du RSA correspond à la différence entre le montant maximal de RSA(montant forfaitaire) et la moyenne mensuelle des ressources du foyer, y compris les prestations familiales (sauf exceptions). Afin de stabiliser le droit RSA, depuis le 1er janvier 2017, le montant de RSA dû est lissé sur un trimestre en prenant le total des trois montants calculés au mois le mois et en le versant par tiers sur chaque mois du trimestre.

Le montant forfaitaire maximal est déterminé en fonction de la composition du foyer. Ce montant peut être majoré, durant une période limitée et sous certaines conditions, pour les personnes assumant seules la charge d'un enfant né ou à naître.

Composition du foyer	Montant avant déduction du forfait logement
Seul sans enfant	635,70€
Seul avec 1 enfant	953,56€
Seul avec 2 enfants	1.144,27€
Seul avec 3 enfants	1.398,55€

Composition du foyer	Montant avant déduction du forfait logement
Couple sans enfant	953,56€
Couple avec 1 enfant	1.144,27€
Couple avec 2 enfants	1.334,98€
Couple avec 3 enfants	1.589,26€

Tarifs au 1^{er} avril 2024

Particularités pour les non salariés agricoles :

Sauf délégation donnée à la MSA, c'est le Président du Conseil Départemental qui arrête l'évaluation des revenus professionnels des non-salariés agricoles nécessaires au calcul du RSA. Il peut ainsi à son initiative ou à celle du demandeur tenir compte des éléments de toute nature relatifs aux revenus professionnels de l'intéressé.

L'évaluation des revenus s'effectue en principe en tenant compte du bénéfice agricole de l'avant dernière année précédant celle au cours de laquelle le droit au RSA est étudié, ou du bénéfice de la dernière année s'il est connu. Sous certaines conditions, il peut être tenu compte du chiffre d'affaires ou du revenu disponible.

5. Comment bénéficier de l'aide

Les démarches s'effectuent sur le site internet msa.fr depuis [Mon espace privé](#) > Mes services en ligne > Mes déclarations, mes demandes.

Ce service permet également de remplir chaque trimestre, la déclaration trimestrielle de ressources. Le montant du RSA est réexaminé en fonction du nouveau montant des ressources déclarées.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/rsa-mode-emploi>

<http://www.msa.fr>

[Rubrique : Mon espace privé > Mes services en ligne > Mes déclarations, mes demandes.](#)

Nature du dispositif

Prestation légale et pérenne

Échéance en vigueur

Depuis le 01/01/2016

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Née de la fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi, la Prime d'activité est une aide financière qui vise à encourager l'activité en complétant les ressources des travailleurs aux revenus modestes et en améliorant ainsi leur pouvoir d'achat. Il s'agit d'une allocation mensuelle calculée à partir du premier euro de revenu d'activité déclaré.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

- Les personnes qui exercent une activité salariée ou non salariée et donc les exploitants agricoles,
- Les étudiants salariés et les apprentis, sous réserve de critères de ressources, et les travailleurs en établissement et service d'aide par le travail (Esat).

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- Exercer une activité salariée, non salariée ou travailler en établissement et service d'aide par le travail (Esat),
- Avoir 18 ans ou plus,
- Être soit de nationalité française, soit ressortissant de l'Espace économique européen, Suisse ou de nationalité étrangère en situation régulière en France depuis au moins cinq ans,
- Résider en France,
- Ne pas être en congé parental, en congé sabbatique, en congé sans solde, en disponibilité (sauf à percevoir par ailleurs des revenus d'activité professionnelle)
- Être étudiant salarié ou apprenti et avoir des revenus, sur une période d'au moins trois mois, compris entre environ 900 euros et 1500 euros net par mois.
- Ne pas être travailleur détaché en France.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le montant de la prime est variable et son calcul prend en compte les ressources suivantes :

- les revenus d'activité professionnelle ou de remplacement (indemnités chômage, indemnités maladie, maternité, etc.),
- l'hébergement à titre gratuit, les pensions alimentaires,
- les prestations et les aides sociales (allocations familiales, aides au logement...)
- les autres revenus imposables

Le montant de la prime peut être majoré en fonction de la composition du foyer, du nombre d'enfants à charge et pour les personnes assumant seules la charge d'un ou plusieurs enfants.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Les démarches s'effectuent sur le site internet [msa.fr](https://www.msa.fr) avec le service en ligne "Prime d'activité : demande et déclaration trimestrielle" accessible à partir de son espace privé.

Ce service permet de vérifier immédiatement si l'on remplit les conditions d'éligibilité.

La Prime d'activité est alors automatiquement calculée et versée par la MSA, en fonction de la situation du demandeur et des ressources déclarées.

Si l'assuré est titulaire du RSA, il n'a aucune démarche à effectuer. En effet, toute demande de RSA valant demande de Prime d'activité, l'ouverture des droits à la Prime est faite automatiquement par la MSA dès lors que toutes les conditions sont réunies.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/prime-d-activite>

Service en ligne "Prime d'activité : demande et déclaration trimestrielle"

Nature du dispositif

Aide à la trésorerie

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les agriculteurs qui sont dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs cotisations sociales dans les délais prescrits, peuvent conclure un échéancier de paiement pour une durée maximale de 24 mois. Ce dispositif permet ainsi d'améliorer la trésorerie des exploitations ou entreprises.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

- Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole exerçant leur activité à titre individuel ou sous forme sociétaire que ce soit à titre exclusif, principal ou à titre secondaire ;
- Les employeurs de main-d'œuvre agricole.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Les agriculteurs doivent répondre aux deux conditions suivantes :

- être empêchés de régler les cotisations légales de sécurité sociale dans les délais prescrits en raison de difficultés quelle qu'en soit la cause (insuffisance de ressources de ménages, intempéries, problèmes sanitaires, problèmes familiaux, crises sectorielles...)
- avoir une exploitation ou entreprise agricole viable.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le dispositif permet d'aboutir à un différé et à un lissage du montant de cotisations dont l'agriculteur est redevable.

Les cotisations et contributions sociales pouvant faire l'objet d'un échéancier sont les suivantes :

- les cotisations personnelles des non-salariés agricoles dues au titre de l'assurance maladie et maternité, de l'assurance invalidité, des assurances vieillesse (AVA, AVI), des prestations familiales, des accidents du travail (ATEXA), de la retraite complémentaire obligatoire (RCO) et de la cotisation indemnités journalières ;
- les cotisations sociales patronales (assurances sociales, allocations familiales et accidents du travail) dues par les employeurs de main d'œuvre agricole, dès lors que le demandeur s'est acquitté de l'ensemble de la part ouvrière des cotisations sociales ;
- la CSG et la CRDS ;
- les cotisations et contributions conventionnelles (AGRICA, VIVEA...) ;
- les pénalités et les majorations de retard.

En revanche, la part ouvrière des cotisations sur salaires ne peut faire l'objet d'un échéancier de paiement.

Attention : conformément à la législation, la MSA est tenue d'appliquer des majorations de retard, même en cas de conclusion d'un échéancier de paiement.

A noter que la conclusion d'un échéancier de paiement dispense le bénéficiaire de formuler une demande de remise des pénalités et des majorations de retard lorsque l'échéancier est arrivé à son terme; cette remise devant être examinée par le conseil d'administration de la caisse de MSA dès lors que l'échéancier est respecté.

Il faut rappeler que l'agriculteur devra par la suite assumer les échéanciers du plan de paiement en plus des cotisations à venir. Il est donc conseillé d'établir un plan de trésorerie clair pour bien anticiper tous les paiements.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'agriculteur doit présenter une demande individuelle assortie de garanties auprès de la caisse de MSA dont il relève. La demande est examinée par le conseil d'administration de la caisse.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/web/msa/exploitant/aides-au-paiement-des-cotisations>

Structure à contacter :
Caisse de mutualité sociale agricole
9, Rue de Guebwiller
68023 COLMAR CEDEX

Nature du dispositif

Aide à la trésorerie

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les agriculteurs peuvent bénéficier d'une remise des pénalités et des majorations de retard (initiales et complémentaires) qui sont appliquées au montant de leurs cotisations dues pour l'essentiel dans les cas suivants :

- retard dans l'envoi des documents nécessaires au calcul des cotisations ;
- retard de paiement des cotisations sociales.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les non-salariés agricoles ;
Les employeurs de main-d'œuvre agricole.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Ce dispositif n'est pas conditionné par des critères d'éligibilité.

4. Quel est le montant de l'aide ?

La remise des pénalités et des majorations de retard peut être partielle ou totale.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'agriculteur doit formuler une demande écrite et motivée auprès de sa caisse de MSA dans le délai de six mois suivant le paiement de la totalité des cotisations et contributions sociales ayant donné lieu à l'application des pénalités et majorations de retard, sous peine de forclusion. La demande est examinée soit par le conseil d'administration, soit par le directeur de la caisse en fonction du montant faisant l'objet de la demande.

A noter que la conclusion d'un échéancier de paiement dispense l'agriculteur de formuler une demande de remise des pénalités et des majorations de retard lorsque l'échéancier est arrivé à son terme ; cette remise devant être examinée par le conseil d'administration de la caisse de MSA dès lors que l'échéancier est respecté.

Attention : la réglementation prévoit des parts non rémissibles de majorations ou de pénalités. La remise décidée par la MSA est donc souvent partielle..

6. Liens utiles et contacts

<https://www.msa.fr/lfp/web/msa/exploitant/aides-au-paiement-des-cotisations>

Structure à contacter :
Caisse de Mutualité sociale agricole
9, Rue de Guebwiller
68023 COLMAR CEDEX

Nature du dispositif

Aide à la trésorerie

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les agriculteurs estimant que les revenus professionnels pris en compte pour le calcul de leurs cotisations ou contributions sociales subissent une variation peuvent demander que celles-ci soient calculées au titre des appels fractionnés ou des versements mensuels, sur la base d'une assiette de revenus intégrant cette variation, par anticipation dès le début d'année.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les non-salariés agricoles qui en font la demande, sont éligibles à ce dispositif.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Ce dispositif n'est pas conditionné par des critères d'éligibilité.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le dispositif permet d'aboutir à un lissage du montant de cotisations dont l'agriculteur est redevable. Les cotisations et les contributions sociales visées sont les cotisations personnelles des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole dues pour eux-mêmes ainsi que celles dont ils sont redevables pour le compte des membres de leur famille (aides familiaux, associés d'exploitation, collaborateurs). Sont exclues du dispositif la cotisation ATEXA (assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non salariés agricoles), la cotisation relative aux indemnités journalières maladie et la cotisation FMSE puisque ces cotisations sont forfaitaires ainsi que la contribution à la formation professionnelle continue VIVEA puisqu'elle est recouvrée par les caisses de MSA en une seule fois, dans le cadre de l'émission annuelle. A noter que pour inciter les personnes souhaitant bénéficier de ce dispositif à fournir une estimation cohérente de leurs revenus, une majoration de 10% est appliquée sur l'insuffisance de versement des appels fractionnés ou des versements mensuels, lorsque les revenus définitifs de l'année considérée sont supérieurs de plus d'un tiers aux revenus estimés pour cette même année.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'agriculteur doit formuler une demande par écrit au moyen d'un imprimé (cf. liens utiles). La demande est strictement déclarative et s'effectue sous la responsabilité de l'adhérent. Aucun document justificatif tel qu'une pièce comptable attestant la variation des revenus n'est exigé. Aucune condition n'est fixée s'agissant de la date à compter de laquelle la demande de prise en compte de l'évolution estimée des revenus peut être formulée. En pratique, celle-ci peut donc être présentée à la caisse de MSA dès la clôture de l'exercice en N-1 pour prendre effet lors de l'émission du premier appel fractionné ou de prélèvement mensuel de l'année N.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/employeur/exonerations-cotisations>

<https://www.msa.fr/lfp/documents/11566/48467/Demande+de+modulation+des+appels.pdf>

Structure à contacter : Caisse de Mutualité sociale agricole 9, Rue de Guebwiller 68023 COLMAR CEDEX

Nature du dispositif

Aide à la trésorerie

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les agriculteurs qui sont dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs cotisations sociales dans les délais prescrits peuvent demander une prise en charge de celles-ci auprès de leur caisse de MSA.

Cette mesure, qui est financée sur les crédits du fonds d'action sanitaire et sociale de la MSA, permet d'améliorer la trésorerie des exploitations ou entreprises en les allégeant d'une partie de leurs charges sociales (cotisations personnelles et patronales).

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

- les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole exerçant leur activité à titre individuel ou sous forme sociétaire que ce soit à titre exclusif, principal ou à titre secondaire ;
- les employeurs de main-d'œuvre agricole relevant du régime de protection sociale des non-salariés agricoles.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Les agriculteurs doivent répondre aux deux conditions suivantes :

- être empêchés de régler les cotisations légales de sécurité sociale dans les délais prescrits en raison de difficultés quelle qu'en soit la cause (insuffisance de ressources de ménages, intempéries, problèmes sanitaires, problèmes familiaux, crises sectorielles...) ;
- avoir une exploitation ou entreprise agricole viable.

4. Quel est le montant de l'aide ?

La prise en charge accordée par le conseil d'administration de la MSA, qui peut être partielle ou totale, est plafonnée à 3 800 € jusqu'à 5 000 € dans certains cas exceptionnels.

Les cotisations sociales pouvant être prises en charge sont les suivantes :

- les cotisations personnelles des non-salariés agricoles dues au titre de l'assurance maladie et maternité, de l'assurance invalidité, des assurances vieillesse (AVA, AVI), des prestations familiales, des accidents du travail (ATEXA), de retraite complémentaire obligatoire (RCO) et de la cotisation indemnités journalières ;
- les cotisations sociales patronales (assurances sociales, allocations familiales et accidents du travail) dues par les employeurs de main d'œuvre agricole, dès lors que le demandeur s'est acquitté de l'ensemble de la part ouvrière des cotisations sociales ;
- les appels fractionnés ou appels mensuels des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole pour les secteurs en crise ou en cas de circonstances exceptionnelles.

Sont exclues du dispositif de prises en charge :

- la CSG et la CRDS ;
- la part ouvrière des cotisations sur salaires ;
- les cotisations et contributions conventionnelles (AGRICA, VIVEA...) ;
- les pénalités et les majorations de retard ;
- les cotisations sociales prescrites.

Les prises en charge de cotisations sociales accordées aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole sont soumises à l'encadrement communautaire relatif aux aides de minimis.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'agriculteur doit déposer une demande de prise en charge auprès de la caisse de MSA dont il relève. Celle-ci est examinée par le conseil d'administration de la caisse, après avis préalable de la CDOA (Commission départementale d'orientation de l'agriculture) qui doit se prononcer uniquement sur la viabilité de l'exploitation ou de l'entreprise agricole.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/web/msa/exploitant/aides-au-paiement-des-cotisations>

Structure à contacter :

**Caisse de mutualité sociale agricole
9, Rue de Guebwiller
68023 COLMAR CEDEX**

Nature du dispositif

Aide à la trésorerie

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les agriculteurs peuvent opter pour une assiette constituée de leurs revenus professionnels afférents à l'année précédente celle au titre de laquelle les cotisations sont dues, par dérogation à la règle d'assiette triennale de détermination de leurs cotisations.

Elle permet ainsi aux agriculteurs de changer d'assiette sociale pour que leurs appels de cotisations tiennent compte de la baisse de leurs revenus professionnels et soulager ainsi leur trésorerie.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les non-salariés agricoles qui en font la demande, sont éligibles à ce dispositif.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Ce dispositif n'est pas conditionné par des critères d'éligibilité.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le dispositif permet de prendre en compte une variation à la baisse du revenu N-1 et de calculer les cotisations sur ce dernier.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'agriculteur doit déposer une demande d'option auprès de la caisse de MSA dont il relève, au plus tard le 30 juin, pour prendre effet à compter de l'année au cours de laquelle est intervenue la demande (cf. lien utile).

L'option est souscrite pour cinq années civiles. Elle est reconduite tacitement par période de cinq ans, sauf en cas de dénonciation. La dénonciation doit parvenir à la caisse de MSA au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède l'expiration de la période de cinq ans, pour prendre effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. Les non-salariés agricoles qui ont dénoncé l'option ne peuvent de nouveau opter qu'après un délai de six ans.

6. Liens utiles**Demande d'option pour le calcul des cotisations et contributions sociales**

Nature du dispositif

Dispositif d'accompagnement

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Coordonner les différents intervenants afin de favoriser le maintien dans l'emploi de salariés ou d'exploitants agricoles présentant une problématique médico-socio-professionnelle.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les salariés et les exploitants relevant du régime agricole

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

- Être en risque de désinsertion professionnelle du fait de l'apparition ou de l'évolution d'une maladie invalidante ou d'un handicap.
- Présenter une problématique nécessitant la coordination de plusieurs compétences en MSA (service social, contrôle médical, santé au travail) et hors MSA (Cap Emploi, Comete...)
- Formaliser son adhésion à la prise en charge par la cellule.

4. Quelle organisation ?

Un signalement à la cellule est fait par le professionnel recueillant le besoin, après signature d'un accord écrit de prise en charge par le bénéficiaire.

La cellule est pilotée par un infirmier en santé au travail, et constituée par un travailleur social, un médecin du travail, un médecin conseil, un représentant des CAAA (légitime en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle), un représentant de CAP emploi et/ou de Comete.

Elle se réunit régulièrement et étudie les dossiers signalés afin de proposer les meilleures solutions permettant de concourir au maintien dans l'emploi.

Un lien régulier est fait par le pilote avec le bénéficiaire de la mesure et les professionnels de terrain qui déploieront les actions proposées.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

- Contacter le médecin du travail pour une « visite à la demande ». La visite n'est pas facturée pour les salariés. Pour les exploitants, le coût en est pris en charge au titre de l'action sociale de la MSA.
- ou contacter le travailleur social MSA du secteur,
- ou solliciter directement CAP Emploi, les CAAA 67 ou 68

6. Liens utiles

Structure à contacter : MSA Alsace

Médecin du travail : santeautravail.blf@alsace.msa.fr ou 03 88 81 75 00

cf. Carte des travailleurs sociaux de la MSA

Nature du dispositif

Action collective d'accompagnement social dans et vers l'emploi pour le maintien dans l'emploi ou l'accès à l'emploi, labellisée "atelier de l'inclusion"; il s'agit d'une prestation extra-légale proposée par certaines caisses de la MSA sur leur territoire.

Échéance en vigueur

Pas d'échéance, prestation proposée depuis 2005

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Comme tout "atelier de l'inclusion", cette action collective complète l'accompagnement social individuel pour permettre au bénéficiaire la prise en charge autonome de ses propres difficultés à se maintenir dans l'emploi ou à s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle.

Cette action met en œuvre les principes de la Reconnaissance des Acquis de l'Expérience (RAE) : le bénéficiaire identifie les compétences acquises au fil de ses expériences sociales, familiales, professionnelles, etc... (connaissances, savoir-être et savoir-faire acquis) et repère les conditions nécessaires pour pouvoir les mettre en œuvre. Par l'analyse de ses expériences, il repère ses compétences fortes et les stratégies éprouvées sur lesquelles il va pouvoir s'appuyer pour réussir sa période de changement.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les actifs en situation fragile, repérés par les services d'Action Sanitaire et Sociale des caisses de la MSA, acceptant de s'engager dans cette action collective au sein d'un groupe de 10 à 12 participants.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Pas de critère d'éligibilité. Les bénéficiaires sont repérés et mobilisés par les caisses de la MSA ou sont orientés par leurs partenaires vers les services d'Action Sanitaire et Sociale des caisses de la MSA.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Dans la plupart des caisses de la MSA qui proposent cette action collective, les coûts de réalisation de cette action sont intégralement pris en charge par la caisse de la MSA.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Solliciter le service d'Action Sanitaire et Sociale de la caisse de la MSA qui peut proposer aux bénéficiaires potentiels de participer à l'action collective.

6. Liens utiles

Nature du dispositif

L'accès, pour les salariés et les exploitants en situation d'épuisement professionnel, à un temps de répit pour soi et ses proches, par la mise en place d'aides aux loisirs et aux vacances, d'actions collectives pour accompagner un projet, de séances avec un psychologue, et d'une aide financière de remplacement pour les exploitants agricoles

Échéance en vigueur

Depuis 2017

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette mesure a pour objectif la lutte contre l'épuisement professionnel (ou burn-out). Elle consiste en un accompagnement social personnalisé et adapté à chaque agriculteur et salarié affilié à la MSA, pour lui permettre de bénéficier d'un temps de pause pour prendre soin de soi et de ses proches. Le dispositif débouche sur la mise en place d'une action de répit. Elle peut prendre la forme d'un séjour de vacances, de loisirs, d'une participation à un groupe de paroles, à un atelier « Avenir en soi »...

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif concerne tous les exploitants agricoles en situation d'épuisement, quel que soit le secteur de production.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Un travailleur social de la MSA doit réaliser une évaluation sociale, à l'aide d'un questionnaire, pour identifier les indicateurs d'alerte, afin de proposer un plan d'action personnalisé adapté aux besoins de chacun co-construit avec le salarié ou l'exploitant.

Pour les exploitants spécifiquement, un remplacement peut être financé pour une période de 7 jours, pouvant aller jusqu'à 14 jours pour certains projets, avec un renouvellement possible une fois selon les situations.

Pour les exploitants, en cas d'indisponibilité du service de remplacement, il est possible de faire appel à l'emploi direct d'un salarié.

IMPORTANT : l'accès au répit et au remplacement se fait sans condition de ressources.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Cette prestation est gratuite. Le montant de l'aide dépend du projet de répit établi avec le travailleur social de la MSA.

Pour les exploitants, le remplacement temporaire sur l'exploitation est pris en charge intégralement pour une durée de 7 à 14 jours, renouvelable une fois.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Il suffit de prendre rendez-vous avec un travailleur social du service d'action sanitaire et sociale de la MSA de son territoire.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/pass-agri>

<https://www.msa.fr/lfp/soutien/se-faire-remplacer-pour-souffler>

Structure à contacter : MSA Alsace (cf. Carte des travailleurs sociaux de la MSA)

Nature du dispositif

Action collective d'accompagnement social dans et vers l'emploi pour le maintien dans l'emploi ou l'accès à l'emploi, labellisée "atelier de l'inclusion"; il s'agit d'une prestation extra-légale proposée par certaines caisses de la MSA sur leur territoire et adaptée aux besoins des adhérents MSA en Alsace.

Échéance en vigueur

Proposée en 2023

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Comme tout "atelier de l'inclusion", cette action collective complète l'accompagnement social individuel pour permettre au bénéficiaire la prise en charge autonome de ses propres difficultés à se maintenir dans l'emploi ou à s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle.

Le Séjour Ensemble pour Repartir a été créé pour que des familles en souffrance, fragilisées par des difficultés financières, de santé, de cohésion familiale, etc... puissent prendre quelques jours, loin de chez elles et loin de leurs tracasseries quotidiennes, car les pauses en dehors du quotidien sont indispensables au bien-être physique et moral de chaque individu.

En Alsace, ces temps sont à destination des adhérents les plus isolés socialement et en particulier pour les NSA, et sont une opportunité pour un public qui n'a parfois jamais quitté son exploitation et des personnes qui ne se sentent pas de partir seul.

Durant le séjour, des temps d'échanges sont organisés : échanges avec des professionnels au cours d'ateliers, mais aussi échanges entre les adhérents à l'occasion des activités de détente en groupe. Les participants peuvent alors amorcer un travail d'expression et d'analyse de leurs difficultés : elles évitent de « perdre pied » en retrouvant l'élan nécessaire pour les gérer.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les actifs adhérents MSA en situation fragile, d'isolement social repérés par les travailleurs sociaux des caisses de la MSA, acceptant de s'engager dans cette action collective au sein d'un groupe de 8 à 10 personnes.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Pas de critère d'éligibilité. Les bénéficiaires sont repérés et mobilisés par les caisses de la MSA ou sont orientés par leurs partenaires vers les services d'Action Sanitaire et Sociale des caisses de la MSA.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Dans la plupart des caisses de la MSA qui proposent cette action collective, les coûts de réalisation de cette action sont intégralement pris en charge par la caisse de la MSA.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Solliciter le service d'Action Sanitaire et Sociale de la caisse de la MSA qui peut proposer aux bénéficiaires potentiels de participer à l'action collective.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/pass-agri>

Structure à contacter : MSA Alsace (cf. Carte des travailleurs sociaux de la MSA)

Nature du dispositif

Aide financière à la consultation auprès d'un psychologue

Échéance en vigueur

Depuis 2020

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le dispositif permet de prendre en charge financièrement des consultations médicales chez un psychologue afin de faire face à des difficultés personnelles, professionnelles, financières...

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif concerne tous les salariés et les exploitants agricoles affiliés en assurance maladie à la MSA .

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

L'attribution de l'aide s'effectue sur la base d'une évaluation du travailleur social de la MSA. Elle est versée sans condition de ressources et dans la limite du forfait accordé, de la dépense réelle et sur présentation de justificatifs :

- au bénéficiaire sur présentation de la facture acquittée,
- au professionnel de santé sur demande uniquement du travailleur social en concertation avec le professionnel de santé et sur présentation d'un RIB et d'une facture par ce dernier.

4. Quel est le montant de l'aide ?

La MSA d'Alsace peut prendre en charge jusqu'à 300 € pour des séances chez un psychologue.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Il suffit de prendre rendez-vous avec un travailleur social du service d'action sanitaire et sociale de la MSA de son territoire.

6. Liens utiles

<https://alsace.msa.fr/lfp/web/msa-alsace/aides-alsace/difficultes-financieres-professionnelles-personnelles>

Structure à contacter : MSA Alsace (cf. Carte des travailleurs sociaux de la MSA)

Nature du dispositif

Dispositif qui permet aux assurés agricoles (exploitants, salariés ou retraités) de faire valoir l'intégralité de leurs droits auprès de la MSA et de ses partenaires.

Échéance en vigueur

Depuis 2008

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le RV prestations est proposé par la MSA ou demandé par l'assuré lorsque sa situation rend nécessaire de faire un point complet sur l'état de ses droits sociaux : prestations légales et extralégales, de base et complémentaires, en santé, famille et retraite, ainsi que les aides diverses et l'offre de service de la MSA (aides au logement, prime d'activité, RSA, aide pour une complémentaire santé, couverture maladie universelle -CMU-C, retraite...).

La MSA l'informe sur ses droits potentiels non encore ouverts et l'oriente, si besoin, vers des services internes ou des organismes externes.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif concerne tous les adhérents à la MSA (non-salariés, salariés, retraités).

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Etre adhérent à la MSA.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le RV est gratuit et peut déboucher sur l'ouverture de droits en prestations légales et extra-légales .

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Il suffit de prendre rendez-vous avec la MSA de son territoire.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/rendez-vous-prestations>

<https://alsace.msa.fr/lfp/contact-particulier>

Structure à contacter : MSA Alsace

Nature du dispositif

La MSA propose aux adhérents qui en ont le plus besoin de bénéficier d'un bilan de santé personnalisé et gratuit réalisé par des professionnels de santé.

Échéance en vigueur

Toujours en vigueur

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les instants santé sont spécialement conçus pour les adhérents MSA qui n'ont pas le temps d'aller régulièrement chez le médecin et qui souhaitent faire un point global sur leur santé. Un premier entretien infirmier permet d'avoir un échange personnalisé avec des conseils donnés, des examens biologiques, des prises de mesures et selon les besoins, des sujets divers abordés tels que la vaccination, les dépistages, le sommeil, l'alimentation, la consommation d'alcool ou de tabac... L'infirmière informe également des actions de prévention disponibles.

Le premier rendez-vous santé est suivi d'une consultation avec le médecin généraliste de son choix. Il prescrit, si nécessaire, des examens complémentaires et oriente vers des actions de prévention...

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Pour les adhérents n'ayant pas vu récemment un médecin, la MSA peut proposer de participer à ce dispositif en contactant directement la personne par téléphone ou par l'envoi d'un courrier.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Etre adhérent MSA et avoir entre 25 et 74 ans.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le RV est gratuit et peut déboucher sur un parcours de soins.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

La MSA prend contact directement avec les personnes concernées.

6. Liens utiles

<https://www.msa.fr/lfp/sante/instants-sante>

Structure à contacter : MSA Alsace

Nature du dispositif

Pérenne. Cette procédure est régie par le Livre VI-Titre IV du code du commerce

Échéance en vigueur

Aucune.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

La liquidation judiciaire a pour objet, lorsque le redressement de l'exploitation est manifestement impossible, d'organiser la cessation d'activité et de vendre l'actif pour rembourser partiellement ou totalement le passif.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

La liquidation judiciaire est applicable à tout agriculteur, personne physique ou toute société agricole.

Conditions

1./ être en état de cessation de paiements (impossibilité de payer le passif exigible avec l'actif immédiatement disponible pour payer)

2/ redressement impossible (paiement du passif échelonné sur 15 ans maximum sans créer en même temps de nouvelles dettes).

La liquidation judiciaire peut être ouverte à la demande :

- du débiteur ou du représentant légal de la personne morale débitrice en état de cessation des paiements ;
- du débiteur, après la cessation de son activité professionnelle si tout ou partie de son passif provient de celle-ci ;
- d'un créancier qui ne peut assigner qu'après échec du règlement amiable judiciaire (RAJ) ;
- du procureur de la République sauf si redressement amiable judiciaire est en cours ;

La procédure est ouverte devant le tribunal du lieu où se trouve le siège de l'entreprise, par dépôt de la demande au greffe:

- Chambre civile du Tribunal judiciaire pour les agriculteurs ;
- « sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation ».
- Chambre commerciale du Tribunal judiciaire si le débiteur est commerçant ou artisan ;
- Exemple : une activité qui n'ajoute aucune étape du cycle biologique (achat puis revente à court terme).

3. Quel est le montant de l'aide ?

L'ouverture de la procédure permet :

- la suspension des poursuites individuelles et des mesures d'exécution à l'égard du débiteur ;
- le gel du passif et interdiction de régler les dettes antérieures au jugement d'ouverture ;
- le dessaisissement du débiteur au profit du liquidateur ;

- la cessation d'activité du débiteur (perte de qualité de chef d'exploitation, interdiction pendant la durée de la procédure, d'exercer une activité indépendante. Par exception, le Tribunal peut autoriser une poursuite provisoire de l'activité si la poursuite de l'activité est nécessaire aux opérations de liquidation ou si, par exemple, une cession de l'exploitation est envisagée. Celle-ci s'effectue sous contrôle du liquidateur ;

- le maintien des contrats nécessaires aux opérations de liquidation et aux besoins du débiteur (compte bancaire, téléphone, eau, EDF, etc.) ;

- la déclaration par les créanciers de leurs créances dans les 60 jours suivant la parution de l'ouverture de la procédure au BODACC.

La procédure est clôturée :

- 1/ soit lorsque qu'il n'existe plus de passif exigible ou que tous les créanciers sont désintéressés (clôture pour extinction du passif)

- 2/ soit lorsque l'ensemble de l'actif a été réalisé et n'a pas permis de désintéresser les créanciers (clôture pour insuffisance d'actif, il reste du passif).

- Pour ce dernier cas le jugement anéantit le droit de poursuite des créanciers contre le débiteur. Les créances sont considérées comme éteintes et le passif apuré, même si certains créanciers n'ont perçu aucun paiement. Une fois la liquidation terminée, le débiteur se retrouve dans la situation d'une personne sans dette.

Il existe toutefois des exceptions au principe de non-reprise des poursuites des créanciers :

- les actions sur les biens du débiteur issus d'une succession ouverte pendant la liquidation ;
- les actions portant sur une créance résultant d'une condamnation pénale du débiteur ou portant sur des droits attachés à la personne du créancier ;

- les actions de la caution qui a payé à la place du débiteur. Celle-ci peut en effet se retourner contre le débiteur.

Dans le cadre de la liquidation judiciaire, il est possible de favoriser la reprise de l'exploitation par une cession, (vente de l'ensemble de l'activité à un même repreneur). Le repreneur peut être un membre de la famille de l'exploitant.

L'offre de reprise est transmise au liquidateur puis soumise à l'accord du tribunal. Elle doit indiquer ce sur quoi elle porte, le prix proposé avec les prévisions de financement, la date de réalisation de la cession, les prévisions en terme d'emploi.

4. Quels sont les avantages et inconvénients de la procédure

Avantages	Limites / Inconvénients
La liquidation judiciaire organise la cessation d'activité et la vente de l'actif qui purgera partiellement ou totalement le passif. Elle permet à l'agriculteur d'envisager l'avenir (retraite, reconversion, réinstallation...) sans le poids de ses dettes professionnelles. Levée à l'issue de la procédure de l'interdiction bancaire	Cessation d'activité du débiteur Si l'agriculteur exploite en nom propre, ses biens personnels sont concernés par la liquidation. Les cautions et coobligés ne bénéficient d'aucune protection. Ils peuvent être poursuivis dès l'ouverture de la liquidation. Cependant lorsque l'actif du débiteur est suffisant pour désintéresser totalement les créanciers une négociation est possible avec ces derniers.

5. Liens utiles et contacts

Légifrance Code du commerce: livre VI titre IV

Nature du dispositif

Pérenne. Cette procédure est régie par le Livre VI-Titre IV du code du commerce

Échéance en vigueur

Aucune.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

La Sauvegarde est destinée à faciliter la réorganisation de l'entreprise afin de permettre la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

La procédure de sauvegarde est applicable à tout agriculteur, personne physique ou toute société agricole.

Conditions 1/ ne pas être en état de cessation des paiements* depuis plus de 45 jours (*impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible)

2/ difficultés qu'on n'est pas en mesure de surmonter et qui risquent de conduire à l'état de cessation de paiement.

La procédure de sauvegarde est ouverte à la seule demande du débiteur (monopole), au greffe du tribunal judiciaire du lieu où se trouve le siège de l'entreprise:

Chambre civile du Tribunal judiciaire pour les agriculteurs ;

« sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à **la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique** de caractère **végétal ou animal** et constituant une ou plusieurs **étapes nécessaires au déroulement de ce cycle** ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont **dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation** ».

Chambre commerciale du Tribunal judiciaire si le débiteur est commerçant ou artisan ;

Exemple = une activité qui n'ajoute aucune étape du cycle biologique (achat puis revente à court terme).

Le débiteur explique la nature des difficultés de l'entreprise et les raisons pour lesquelles il ne peut les surmonter, il justifie de sa trésorerie (relevé de compte courant) et fournit la liste des dettes et des créanciers.

Après avoir entendu le débiteur à huis-clos, un jugement prononce l'ouverture de la sauvegarde.

3. Quel est le montant de l'aide ?

L'ouverture de la procédure permet :

la suspension des poursuites individuelles à l'égard du débiteur et des personnes physiques cautions ;
le gel du passif

l'interdiction de payer les dettes antérieures au jugement d'ouverture ;

l'arrêt du cours des intérêts des dettes et prêts conclus pour une durée inférieure à un an ;

la poursuite des contrats en cours (possibilité de demander la résiliation de certains contrats si la résiliation est nécessaire à la sauvegarde) ;

Durée = La procédure ouvre une période "d'observation" de 6 mois, renouvelable 1 fois, pour préparer un plan de sauvegarde (mesures pour mettre fin aux difficultés, remboursement des dettes, sur une durée maximale de 15 ans pour les agriculteurs, et 10 ans sinon). Une cession partielle d'activités ou d'actifs est possible.

En cas de cessation de paiement avérée, le tribunal ouvre un redressement judiciaire (but également de préparer un plan de remboursement).

Le coût global d'une procédure de sauvegarde dépend du nombre de salariés et de l'importance du chiffre d'affaires de l'entreprise. Il est principalement constitué des honoraires de l'administrateur judiciaire, s'il en est nommé un, et des honoraires du mandataire judiciaire puis du commissaire à l'exécution du plan. Il varie de 3 000 à 7 000 € la première année, puis de 3 000 à 30 000 € en fonction de la durée du plan et du montant du passif.

4. Quels sont les avantages et inconvénients de la procédure

Avantages	Limites / Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">- Gel du passif et interdiction de payer les dettes antérieures au jugement d'ouverture- Suspensions des poursuites et des mesures d'exécution des créanciers- Poursuite des contrats en cours- Arrêt du cours des intérêts des dettes et prêts de moins de un an- Remise des pénalités et majorations pour la MSA et les impôts- Période d'observation constituant une réelle bouffée d'oxygène mise à profit pour reconstituer la trésorerie et élaborer un plan de sauvegarde- Possibilité d'étaler le remboursement des dettes sur 15 ans et de manière progressive- Protection des cautions durant la période d'observation et après homologation du plan de sauvegarde dès lors que celui-ci est respecté- Les cautions peuvent se prévaloir des dispositions du plan de sauvegarde	<ul style="list-style-type: none">- Publication dans un journal d'annonce légale- Coût de la procédure mais à relativiser au vu des avantages de la procédure

5. Liens utiles et contacts

Légifrance Code du commerce: livre VI titre IV

Nature du dispositif

Pérenne. Cette procédure est régie par le Livre VI-Titre IV du code du commerce

Échéance en vigueur

Aucune.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le redressement judiciaire doit permettre la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

La procédure de liquidation judiciaire est applicable à tout agriculteur, personne physique ou toute société agricole.

Conditions être en état de cessation de paiements (impossibilité de payer le passif exigible avec l'actif immédiatement disponible pour payer).

3. Comment bénéficier du dispositif ?

La procédure de redressement judiciaire peut être ouverte à la demande :

- du représentant légal de la personne morale ou du débiteur après la cessation de son activité professionnelle si tout ou partie de son passif provient de celle-ci ;
- d'un créancier sur assignation, suite à un règlement amiable judiciaire (RAJ) ;
- du procureur de la République sauf si une procédure de RAJ est en cours.

La procédure est ouverte devant le tribunal du lieu où se trouve le siège de l'entreprise.:

- Chambre civile du Tribunal judiciaire pour les agriculteurs ;
- « sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation ».

- Chambre commerciale du Tribunal judiciaire si le débiteur est commerçant ou artisan ;
- Exemple une activité qui n'ajoute aucune étape du cycle biologique (achat puis revente à court terme).

L'agriculteur dépose au greffe du tribunal un dossier de déclaration de cessation des paiements contenant notamment un inventaire de l'actif et du passif, la liste des créanciers et le montant de leurs créances ainsi que les derniers documents comptables et une situation de trésorerie de moins de trois mois.

4. Quel est le montant de l'aide ?

L'ouverture de la procédure permet :

- la suspension des poursuites à l'égard du débiteur et des personnes physiques cautions ;
- le gel du passif
- avec interdiction de payer les dettes antérieures au jugement d'ouverture et interdiction de faire de nouvelles dettes ;
- l'arrêt du cours des intérêts des dettes et prêts conclus pour une durée inférieure à un an ;
- la poursuite des contrats en cours (possibilité de demander la résiliation de certains contrats);
- la déclaration par les créanciers de leurs créances dans les 60 jours suivant la parution de l'ouverture de la procédure au BODACC.

Durée = La procédure ouvre une période "d'observation" de 6 mois, renouvelable 1 fois, pour préparer un plan de sauvegarde (mesures pour mettre fin aux difficultés, remboursement des dettes, sur une durée maximale de 15 ans pour les agriculteurs, et 10 ans sinon). Une cession partielle d'activités ou d'actifs est possible.

Si le redressement est impossible (pas de capacité de payer les dettes sur 15 ans sans créer de nouvelles dettes), le tribunal prononce la liquidation de l'entreprise.

Le coût global d'une procédure de redressement judiciaire dépend de la nature et de l'importance du chiffre d'affaires de l'entreprise. Il est principalement constitué des honoraires de l'administrateur judiciaire, s'il en est nommé un, et des honoraires du mandataire judiciaire puis du commissaire à l'exécution du plan.

Il varie de 3 000 à 7 000 € la première année, puis de 3 000 à 30 000 € en fonction de la durée du plan et du montant du passif.

5. Quels sont les avantages et inconvénients de la procédure ?

Avantages	Limites / Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">- Gel du passif et interdiction de payer les dettes antérieures au jugement d'ouverture- Suspensions des poursuites et des mesures d'exécution des créanciers- Poursuite des contrats en cours- Arrêt du cours des intérêts des dettes et prêts de moins de un an- Période d'observation constituant une réelle bouffée d'oxygène mise à profit pour reconstituer la trésorerie et élaborer un plan de redressement- Possibilité d'étaler le remboursement des dettes sur 15 ans maximum et de manière progressive- Possibilité pour les cautions de se prévaloir des dispositions du plan de redressement	<ul style="list-style-type: none">- Ouverture d'une liquidation judiciaire en cas de nouvelles dettes pendant la période d'observation ou de non-respect du plan- Coût élevé de la procédure mais à relativiser au vu des avantages de la procédure

6. Liens utiles et contacts

Nature du dispositif

Permanente. Cette procédure est régie par le Livre III-Titre V du code rural et de la pêche maritime

Échéance en vigueur

Aucune.

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Elle est destinée à prévenir et régler les difficultés financières des exploitations agricoles par un accord amiable entre l'agriculteur et ses principaux créanciers, un seul, plusieurs ou tous.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le règlement amiable judiciaire est applicable à toute personne physique ou morale exerçant une activité de maîtrise et d'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

3. Comment bénéficier du dispositif ?

Le règlement amiable judiciaire peut être ouvert devant le tribunal judiciaire dans le ressort duquel se trouve le siège de l'exploitation :

- à la demande du dirigeant de l'exploitation agricole ;
- à la demande d'un créancier de l'exploitation agricole.

La demande déposée par l'agriculteur au greffe du tribunal explique les difficultés financières qui la motivent, les mesures de redressement envisagées et les délais de paiement ou les remises de dettes permettant la mise en œuvre de mesures de redressement.

4. Quel sont les effets ?

Le président du tribunal judiciaire désigne un conciliateur et fixe le délai pour l'accomplissement de sa mission. Il peut également prononcer la suspension provisoire des poursuites pour un délai de deux mois, renouvelable une fois. Dans ce cas, la procédure fait l'objet d'une publicité dans un journal d'annonces légales.

5. Quelle est l'issue ?

En cas d'accord

Le conciliateur formalise l'accord dans un « procès-verbal de conciliation », qui sera signé par l'agriculteur et les créanciers concernés. Ce document qui engage le débiteur et les créanciers signataires est déposé au greffe du Tribunal.

Si le débiteur ne se trouve pas en état de cessation des paiements (impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible) ou si l'accord y met fin, le président du tribunal constate l'accord conclu. A la demande du débiteur ou de l'un des créanciers signataires, il peut homologuer l'accord, ce qui entraîne la publication dans un journal d'annonces légales.

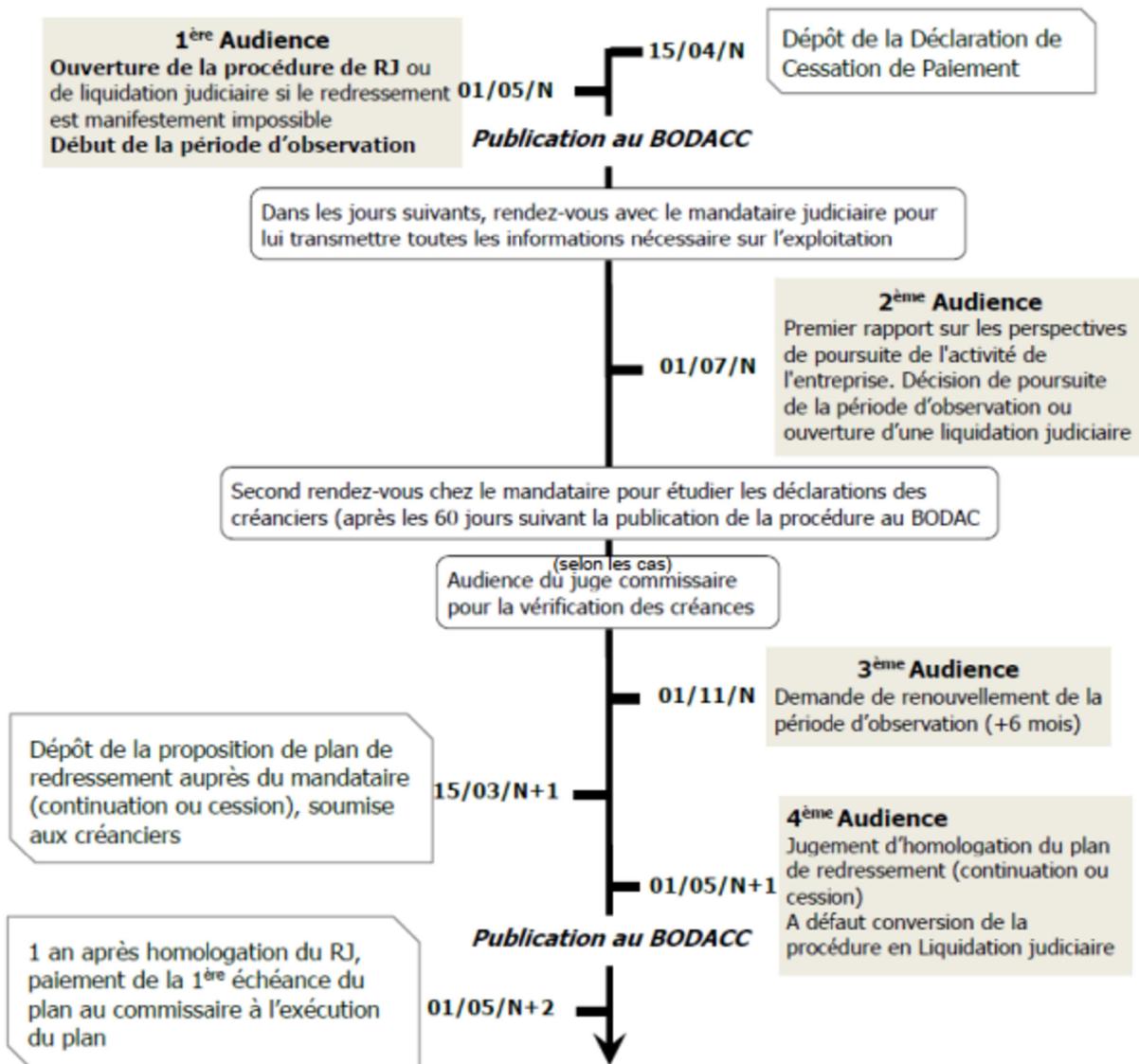
A défaut d'accord, le président du tribunal met fin à la mission du conciliateur et constate l'échec de la procédure.

NB l'échec de cette conciliation n'entraîne pas l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Il faudra qu'un créancier ou le débiteur saisisse le tribunal d'une telle demande.

Effets de la constatation ou de l'homologation de l'accord

- Pendant la durée d'exécution de l'accord : suspension des poursuites à l'égard du débiteur qui seraient formées dans le but d'obtenir le paiement de créances faisant l'objet de l'accord.
- Levée de l'interdiction d'émettre des chèques émises avant l'ouverture de la procédure de règlement amiable judiciaire.

6. Schéma de déroulement de la procédure



7. Quel est le coût de la procédure ?

Le coût d'un RAJ est constitué des honoraires du conciliateur. Le président du tribunal décide lors de l'ouverture du montant de ces honoraires et de celui qui devra les payer. Il peut ainsi décider de les mettre à la charge du débiteur, du créancier à l'initiative de la procédure ou de les partager entre eux. Généralement, ces frais se situent entre 500 et 1.500 €.

8. Quels sont les avantages et inconvénients de la procédure ?

Avantages	Limites / Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">- Rapide (environ 5 mois jusqu'à la conclusion de l'accord)- Souple (possibilité de négocier des délais et remises différents avec chaque créancier)- Discret (sauf en cas de suspension des poursuites ou d'homologation de l'accord, il n'y a pas de publication dans un journal d'annonces légales)- Peu onéreux (500 à 1500 €)- Possibilité pour les cautions d'être protégées par la suspension des poursuites pendant la conclusion de l'accord et de demander un différé de paiement dans la limite de deux ans	<ul style="list-style-type: none">- Sans suspension des poursuites prononcées par le président du tribunal, l'agriculteur, ainsi que les cautions, sont sous la menace des créanciers jusqu'à la constatation de l'accord.- Pas d'arrêt du cours des intérêts, ni remise des pénalités ou des majorations- Pas de pouvoir de contrainte à l'égard des créanciers pour imposer des délais de paiement. Echelonnement de la dette qui dépend de l'accord de chaque créancier

6. Liens utiles et contacts

Légifrance Code du commerce: livre VI titre IV

Formulaire de demande de règlement amiable, à transmettre par voie postale / à déposer au greffe de la chambre civile du Tribunal judiciaire compétent : [lien site de la préfecture](#)

Listes des juridictions compétentes pour une commune :

<http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/liste-des-juridictions-competentes-pour-une-commune-22081.html>

Nature du dispositif

prise en charge du coût de réalisation d'un audit global de l'exploitation

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le dispositif d'aide à l'audit global de l'exploitation agricole est un dispositif destiné aux exploitants agricoles en situation de fragilité visant à identifier les causes de leurs difficultés et à accompagner ces exploitants vers les solutions les plus adaptées à leur situation.

En pratique, le dispositif consiste à :

- établir par un expert, conformément à un cahier des charges national, un bilan de la situation technique, économique, financière et sociale de l'exploitation ;
- proposer un plan d'actions permettant de répondre aux difficultés recensées dans le bilan ;
- orienter le cas échéant l'agriculteur vers des dispositifs d'aide, par exemple AREA (Aide à la Relance des Exploitations Agricoles), échéanciers de paiement, formations...

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif est ouvert à l'ensemble des exploitants agricoles répondant aux conditions suivantes à la date de dépôt du dossier de demande d'aide :

- être âgé de 21 ans au moins et être à 2 ans au moins de l'âge légal de départ à la retraite ;
- être chef d'exploitation à titre principal (sans condition de durée minimale) ou à titre secondaire depuis 3 ans au plus ;
- justifier d'une capacité professionnelle agricole suffisante acquise (diplômes requis pour bénéficier des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs ou expérience professionnelle d'une durée minimale de 3 années consécutives) ;
- Ne pas bénéficier d'autre avantage servi par un régime obligatoire d'assurance vieillesse qu'une pension de réversion

Dans le cas d'une société constituée de plusieurs associés, il sera considéré que le demandeur est éligible dès lors qu'au moins l'un des associés-exploitants remplit l'ensemble de ces conditions.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Pour être éligible à l'aide, l'exploitation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- employer une unité de travail agricole non salariée
- satisfaire à un un taux d'endettement $\geq 50\%$ ou à un ratio EBE / produit brut $\leq 25\%$;
- ne pas employer annuellement une main-d'œuvre salariée supérieure à 10 ETP ;
- Pour les formes sociétaires, les associés exploitants doivent détenir au moins 50 % du capital social

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le montant de l'aide de l'État est fixé à 1 500 €, dans la limite du coût hors taxes de la prestation.

Le versement de complément d'aide par un autre financeur public n'est pas autorisé.

Cette aide est versée directement à l'organisme ayant réalisé l'audit.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'exploitant qui souhaite bénéficier de cette aide :

- retire un formulaire de demande d'aide auprès de la DDT(M) située dans le département du siège de son exploitation ou sur le site internet « Mes démarches » ;
- choisit un expert au sein de la liste départementale des experts habilités pour la réalisation d'un audit global de l'exploitation agricole (se renseigner auprès de la DDT(M)) ;
- dépose, auprès de la DDT(M), un formulaire de demande d'aide préalablement complété ainsi que l'ensemble des pièces justificatives requises ;
- Demande dans un délai de 12 mois, après réception d'un accusé de réception de la demande d'aide par la DDT(M), la réalisation de l'audit à l'expert ;
- transmet, à l'issue de l'audit, une copie du bilan réalisé à la cellule d'accompagnement de son département ;
- Dépose dans les 3 mois suivants la réalisation de l'audit, auprès de la DDT(M), un formulaire de demande de paiement préalablement complété ainsi que l'ensemble des pièces justificatives requises.

6. Liens utiles

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 61003
67070 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Nature du dispositif

Prise en charge du plan de restructuration des dettes et du suivi technico-économique de l'exploitation (complément obligatoire au plan de restructuration)

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le dispositif d'aide à la relance des exploitations agricoles est un dispositif destiné aux exploitants agricoles qui ont fait l'objet d'un audit global de leur exploitation ayant permis d'identifier les causes de leurs difficultés et des solutions permettant de ramener l'entreprise à une situation viable.

En pratique, le dispositif consiste à :

- La prise en charge du coût de mise en place d'un plan de restructuration ;
- La prise en charge d'un suivi technico-économique de l'exploitation

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif est ouvert à l'ensemble des exploitants agricoles répondant aux conditions suivantes à la date de dépôt du dossier de demande d'aide :

- être âgé de 21 ans au moins et être à 2 ans au moins de l'âge légal de départ à la retraite ;
- être chef d'exploitation à titre principal depuis plus de 3 ans ou à titre secondaire depuis 3 ans au plus ;
- Ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.

Dans le cas d'une société constituée de plusieurs associés, il sera considéré que le demandeur est éligible dès lors qu'au moins l'un des associés-exploitants remplit l'ensemble de ces conditions.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Pour être éligible à l'aide, l'exploitation doit avoir fait l'objet d'un audit global, dans les 12 mois précédant la demande, suivi d'une proposition de plan de restructuration permettant de rétablir la viabilité économique de l'exploitation.

L'exploitation doit par ailleurs :

- employer au moins une unité de travail agricole non salariée,
- ne pas employer plus de 10 unités de travail (ETP) salariés temporaires ou permanents,
- être détenue majoritairement par des associés exploitants,
- justifier d'une perte importante de capitaux propres

Elle doit en outre satisfaire à au moins 3 des 4 critères suivants :

- taux d'endettement ≥ 70 % ;
- trésorerie ≤ 0 ;
- EBE / produit brut ≤ 25 % ;
- revenu disponible ≤ 1 SMIC net par unité de travail non salarié (1/2 SMIC net pour un exploitant à titre secondaire).

4. Quel est le montant de l'aide ?

Montant plafonné à 10 800 euros pour la première unité de travail non salariée puis à 10 000 € par UTANS supplémentaire et 2 000 euros par salarié permanent ou temporaire dans la limite de 10 ETP. La transparence des GAEC s'applique.

Sont pris en charge partiellement ou totalement : surcoût induit par une restructuration de l'endettement, intérêts des prêts bancaires, intérêts des prêts ou facilités de paiement contractés auprès des fournisseurs, frais d'adhésion à une CUMA/association syndicale de propriétaires foncières/centre de gestion agréé, coût de la prestation de suivi technico-économique.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'exploitant qui souhaite bénéficier de cette aide :

- retire un formulaire de demande d'aide AREA auprès de la DDT(M) située dans le département du siège de son exploitation ou sur le site internet « Mes démarches » ;
- choisit un expert au sein de la liste départementale des experts habilités pour la réalisation du suivi technico-économique (se renseigner auprès de la DDT(M)) ;
- dépose, auprès de la DDT(M), le formulaire de demande d'aide préalablement complété ainsi que l'ensemble des pièces justificatives requises ; La DDT procède à l'instruction de la demande et à un premier versement ;
- dépose, auprès de la DDT(M), un formulaire de demande de paiement préalablement complété ainsi que l'ensemble des pièces justificatives requises pour versement du solde.

6. Liens utiles

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 61003
67070 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Nature du dispositif

Aide à la formation et au déménagement dans le cadre d'un arrêt d'activité agricole

Échéance en vigueur

Dispositif pérenne

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Le dispositif d'aide à la réinsertion professionnelle s'adresse aux agriculteurs contraints de cesser leur activité du fait de difficultés économiques aiguës rendant le redressement de l'exploitation impossible. Il peut aussi être mis en œuvre auprès d'une personne travaillant à temps plein (conjoint collaborateur, aide familial) lorsque le départ de celle-ci est une condition au redressement de l'exploitation. Il apporte une rémunération et une aide au financement des formations nécessaires à une réorientation professionnelle. Un soutien est également apporté dans le cadre d'un déménagement contraint.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Peuvent bénéficier de l'aide :

- Les exploitants agricoles qui peuvent prétendre aux prestations de l'assurance maladie, invalidité, maternité des personnes non salariées des professions agricoles ;
- Leurs conjoints, à la condition qu'ils exercent sur l'exploitation une activité agricole leur permettant de bénéficier des prestations de l'assurance précitée ;
- Leurs aides familiaux et associés d'exploitation

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

L'exploitation doit avoir fait l'objet d'un bilan technico-économique de sa situation par un expert agréé, permettant de mettre en évidence les difficultés.

Par ailleurs, pour être éligible à l'aide, le bénéficiaire :

- Doit s'engager à ne pas reprendre un statut de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, de conjoint collaborateur ou aide familial pendant une durée de 5 ans à compter de l'attribution de l'aide,
- Peut conserver une parcelle de subsistance qui ne doit pas excéder 1 ha de surface agricole utile pondérée,
- Être à plus de 2 ans de la retraite à la date du dépôt de la demande.

4. Quel est le montant de l'aide ?

L'aide porte sur trois volets :

- une aide au départ d'un montant de 3 100 euros versé dès la cessation d'activité et la radiation de la MSA.
- Une aide au déménagement d'un montant de 1 550 euros si le bénéficiaire est contraint de changer de logement de manière définitive.
- Une aide à la formation dans les cas où aucune autre prise en charge par l'État ou la région n'est possible. Le montant de prise en charge des frais d'inscription à la formation est plafonné à 2 500 euros

5. Comment bénéficier de l'aide ?

L'exploitant qui souhaite bénéficier de cette aide :

- retire un formulaire de demande d'aide à la reconversion professionnelle auprès de la DDT(M) située dans le département du siège de son exploitation ou sur le site internet « Mes démarches » ;
- fait réaliser une analyse technico-économique par un expert agréé. Elle peut avoir lieu dans le cadre d'une aide à l'audit global d'exploitation.
- dépose, auprès de la DDT(M), le formulaire de demande d'aide préalablement complété ainsi que l'ensemble des pièces justificatives requises ; La DDT procède à l'instruction de la demande. Le Préfet décide de l'octroi de l'aide sur avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.
- L'aide est versée sur présentations des justificatifs.

Le demandeur dispose d'un délai de 2 ans à compter de la décision préfectorale d'octroi de l'aide pour cesser son activité et pour solliciter son versement.

6. Liens utiles

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 61003
67070 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Nature du dispositif**Financement de la formation professionnelle continue des non-salariés agricoles.**

Le droit personnel à la formation des non-salariés agricoles est inscrit dans le code rural et de la pêche maritime (article L718-2-1). Le versement annuel d'une cotisation à la formation professionnelle leur permet de bénéficier d'un droit personnel à se former, géré et financé par VIVEA (fonds d'assurance formation des actifs non-salariés agricoles).

Échéance en vigueur

Permanent

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

L'objectif est de faciliter l'accès à la formation des non-salariés agricoles pour assurer le maintien dans le métier, accompagner les parcours professionnels, développer les compétences et la qualification professionnelle.

Les formations financées permettent l'acquisition de compétences professionnelles répondant aux problématiques et priorités de formation des non-salariés agricoles : le pilotage et la stratégie de l'entreprise, la compétitivité de l'entreprise, les modes de production innovants en agriculture, l'efficacité et le bien-être au travail, l'amélioration de la technicité. Les formations accompagnent également l'évolution des parcours professionnels, la qualification et la reconversion professionnelle, notamment lorsque les personnes sont en situation de fragilité.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Les chefs d'exploitation agricole, les chefs d'entreprise du paysage ou de travaux forestiers, les conjoints collaborateur-trices d'exploitation ou d'entreprise agricoles, les aides familiaux ou les cotisant-es de solidarité.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Le demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- être affilié à la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et en activité ;
- être à jour du versement de sa cotisation formation auprès de la MSA, sur l'année N-1 ; ou, s'il n'est pas à jour de sa cotisation, avoir établi un échéancier de paiement avec la MSA.

L'action de formation doit par ailleurs répondre aux conditions règlementaires et s'inscrire dans l'une des thématiques de formation du comité régional VIVEA compétent.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Chaque contributeur VIVEA dispose d'un crédit annuel de 2 250 € pour la prise en charge des coûts de formation.

Ce crédit n'est pas reportable d'une année sur l'autre.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Le demandeur doit prendre contact avec la délégation VIVEA la plus proche pour en savoir plus.

Une liste des formations financées par région est publiée par VIVEA sur son site www.vivea.fr : « choisir une formation » avec une présentation de leur contenu et les coordonnées de l'organisme de formation qui les met en place.

Le demandeur peut contacter l'organisme de formation de son choix ; ce dernier effectue, avant le début de la formation, toutes les démarches d'inscription et de prise en charge auprès de VIVEA.

Certains dispositifs de formation font l'objet d'une demande de financement particulière, tels que le bilan de compétences ou l'obtention d'un permis (transport).

6. Liens utiles et contacts

Délégation régionale VIVEA
12 rue de Franche-Comté
Valparc – Espace Valentin Est
25480 ECOLE VALENTIN
T : 03 81 47 47 41
contactest@vivea.fr

Conseiller Bas-Rhin et Haut-Rhin :
Michel Corbin
06 75 66 49 11

Site : www.vivea.fr

Nature du dispositif

Le **congé de formation** est un dispositif d'aide à la formation destiné à accompagner la reconversion des agriculteurs en difficulté pour lesquels l'exploitation n'est plus viable économiquement.

Échéance en vigueur

Permanent (loi d'orientation agricole de 2006) ; depuis 2016, le congé de formation s'inscrit dans la mise en œuvre de l'aide à la réinsertion professionnelle portée par le Ministère en charge de l'Agriculture, Pôle emploi et VIVEA (fond d'assurance formation des non-salariés agricoles)

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

L'objectif est d'accompagner, vers une **reconversion professionnelle hors du secteur agricole**, les exploitants agricoles en situation de difficultés qui doivent quitter leur métier pour des raisons économiques. Le dispositif permet une prise en charge financière des formations par VIVEA.

Les actions de formation soutenues au titre de cette mesure permettent notamment de réaliser un bilan de compétences, d'être accompagné dans une démarche de Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE), de suivre une formation permettant de se reconvertir ou d'accéder à une nouvelle qualification, en dehors du secteur non-salarié agricole.

La formation d'un minimum de 35 heures (consécutives ou non) est professionnalisante. Elle répond aux conditions réglementaires et à la priorité thématique de formation « Évolution des parcours professionnels et qualification » du comité régional VIVEA compétent.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le dispositif est ouvert aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole (ou associés exploitant) à titre principal.

3. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Cessation de l'activité agricole : l'exploitation doit être jugée « inapte au redressement » par le préfet après avis de la Commission Départementale de l'Orientation Agricole (CDOA) ou par le Tribunal de Grande Instance (TGI) dans le cadre d'une procédure collective de liquidation judiciaire.

Versement de la contribution « formation » à VIVEA : Le chef d'exploitation demandeur d'un congé formation est contributeur VIVEA ; Il ne peut pas être à la retraite.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le chef d'exploitation en difficulté dispose de 2 500 € de prise en charge pour se former dans les 12 mois qui suivent sa cessation d'activité.

Dans certaines régions, un revenu d'accompagnement peut-être proposé au bénéficiaire du congé de formation.

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Le demandeur doit prendre contact avec la délégation VIVEA la plus proche pour en savoir plus sur cette mesure et connaître les organismes qui pourront l'aider dans la construction de son parcours.

L'organisme de formation qui met en place la formation engage les démarches nécessaires auprès de VIVEA : il adresse une copie de la décision justifiant l'inaptitude au redressement de l'exploitation (via l'extranet VIVEA) avant de déposer la demande de financement du congé de formation à VIVEA.

6. Liens utiles et contacts

Délégation régionale VIVEA
12 rue de Franche-Comté
Valparc – Espace Valentin Est
25480 ECOLE VALENTIN
T : 03 81 47 47 41
contactest@vivea.fr

Conseiller Bas-Rhin et Haut-Rhin :
Michel Corbin
06 75 66 49 11

Site : www.vivea.fr

Nature du dispositif

Le programme pour l'accompagnement à l'installation-transmission en agriculture (AITA) s'inscrit dans le cadre de la politique publique en faveur de l'installation en agriculture. Il a pour objectifs de faciliter le renouvellement des générations en agriculture et d'améliorer la synergie des actions mises en œuvre sur ce thème par l'État, la Région et les autres collectivités territoriales.

Échéance en vigueur

Le programme d'action et les modalités d'attribution des aides de l'État dans les départements de la région Grand Est pour la période 2017-2023 sont présentés dans l'arrêté préfectoral régional Grand Est.

**Fiche 31 : Incitation à la transmission hors cadre familial
- Diagnostic de l'exploitation à céder**

**Fiche 32 : Incitation à la transmission hors cadre familial
- Transmission d'une exploitation préalablement inscrite au Répertoire Départ
Installation (RDI)**

**Fiche 33 : Incitation à la transmission hors cadre familial
- Transmission globale du foncier**

**Fiche 34 : Incitation à la transmission hors cadre familial
- Conseil d'accompagnement en amont de la transmission**

Incitation à la transmission hors cadre familial - Diagnostic de l'exploitation à céder

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette action a pour objectif d'aider à évaluer le potentiel de l'exploitation. Un diagnostic de l'exploitation à céder est élaboré pour le compte du porteur de projet à la cession d'activité et à la transmission.

Le diagnostic contient un état des lieux des outils de production, une analyse de la situation économique et de l'environnement de l'exploitation. Il donne des indications sur la valeur de la reprise et sur les perspectives de développement pour le repreneur.

Un prestataire est agréé pour réaliser le diagnostic conformément à l'appel de candidature du 29 novembre 2016 (voir liste sur le site internet de la DRAAF).

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le bénéficiaire est le porteur de projet à la transmission ayant le statut de chef d'exploitation ou la société dans laquelle le dit-porteur de projet est associé. Il doit avoir déposé sa déclaration d'intention de cessation d'activité agricole dans le cadre d'un départ en retraite ou présenter un document équivalent dans le cadre d'une reconversion professionnelle. Il doit inscrire son exploitation au Répertoire Départ Installation au plus tard à la remise du diagnostic par le prestataire. Le porteur de projet à la transmission ne doit pas avoir identifié de repreneur dans le cadre familial. Les exploitants cotisants solidaires ne sont pas éligibles.

3. Modalités opérationnelles

Le bénéficiaire sollicite un organisme prestataire agréé. La demande d'aide est déposée auprès de la DDT. Le résultat du diagnostic accompagne l'inscription au Répertoire Départ Installation.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Il ne sera financé qu'un diagnostic par exploitation. Le montant de l'aide est plafonné à 80 % de la dépense hors taxe engagée, dans la limite de 1500 €, tous financements confondus (État et collectivités territoriales).

5. Comment bénéficier de l'aide ?

Le versement est effectué au prestataire sur la base de la copie du diagnostic produit par le prestataire et la facture acquittée par le bénéficiaire (montant de la prestation, déduction faite de la subvention), de l'attestation d'inscription au Répertoire Départ Installation du département du siège de l'exploitation et de l'attestation de remise du diagnostic contre-signée. La date de livraison du diagnostic correspond à la date de remise et de présentation par le prestataire. Cette date est mentionnée sur l'attestation contre-signée.

6. Liens utiles et contacts

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

Dépôt de la demande auprès de la DDT du département du siège de votre exploitation :

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 50016
67084 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Documents, formulaires et liste des prestataires pour les actions sont disponibles sur le site internet de la DRAAF Grand Est :

<https://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

Accueil

Plan de relance

Votre DRAAF

Appels à projets

PRODUCTION & FILIÈRES

ALIMENTATION

ENSEIGNEMENT & FORMATION

Transmission & Installation

- > Transmission actions régionales : PIT, plan de communication
- > AITA : Les volets du programme régional
- > **Volet 5 : Présentation des actions, Formulaires et Prestataires**
- > Volet 6 : Animation régionale de l'Installation-Transmission

[Accueil](#) > [PRODUCTION & FILIÈRES](#) > [Exploitations](#) > [Installation](#) > [L'installation en agriculture dans le Grand Est](#) > [Transmission & Installation](#)

Volet 5 : Présentation des actions, Formulaires et Prestataires

publié le 20 septembre 2019 (modifié le 2 décembre 2020)

Les actions portées par le volet 5 sont présentées dans le livret de communication "Livret_ActionsVolet5_AITAGrandEst_oct2018".

Les notices et les formulaires sont disponibles en ligne. Les dossiers sont à déposer auprès de la DDT du siège de votre exploitation.

Pour l'accompagnement en amont de la transmission et pour le diagnostic d'exploitation, des prestataires sont agréés en région Grand Est (voir liste ci après). Un appel à candidature est régulièrement lancé en partenariat avec la Région : voir la rubrique Appel à projet sur le site de la DRAAF Grand Est <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Appels-a-projets>

Le site <https://www.repertoireinstallation.com/> permet une mise en relation entre des porteurs de projet à la transmission et des porteurs de projet à l'installation.

> [AITA_Volet5_Formulaire_Demande_Aides_Cedants](#) (format pdf - 125 ko - 03/04/2018)

Incitation à la transmission hors cadre familial - Transmission d'une exploitation préalablement inscrite au Répertoire Départ Installation (RDI)

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette action a pour objectif d'anticiper la démarche de recherche d'un porteur de projet à l'installation pouvant reprendre l'exploitation ou les parts sociales en cas d'activité en société.

Description : la durée d'inscription au RDI sur le site www.repertoireinstallation.com avant la transmission doit être au minimum de 12 mois.

L'exploitation à transmettre doit avoir une dimension supérieure à une activité minimale d'assujettissement. La superficie d'exploitation ne doit pas avoir diminué au cours des deux années précédant l'inscription au RDI, hors reprise propriétaires et transmission partielle pour installation. La transmission doit se réaliser auprès d'un ou plusieurs **nouveaux agriculteurs hors cadre familial** bénéficiaires des aides à l'installation à l'occasion de cette transmission.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le bénéficiaire est chef d'exploitation, sans repreneur identifié, quittant l'agriculture (départ en retraite ou reconversion professionnelle), en exploitation individuelle ou en société.

3. Modalités opérationnelles

Le bénéficiaire doit réaliser un diagnostic d'exploitation et le communiquer à la structure responsable de la gestion du Répertoire Départ Installation. Le diagnostic doit être réalisé et communiqué à la DDT dans les trois mois suivant l'inscription au RDI.

Pour les exploitations inscrites avant le 27 octobre 2017 et sollicitant l'aide à l'inscription au RDI, le délai de transmission du diagnostic est porté à 12 mois. En tout état de cause, le délai de mise à disposition du diagnostic avant la transmission effective de l'exploitation ne saurait être inférieur à 4 mois. **La demande est à déposer auprès de la DDT.**

Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide à la transmission globale du foncier (fiche 29).

4. Quel est le montant de l'aide ?

L'aide est de 4000 €, versée à l'agriculteur cédant au départ en retraite de cessation d'activité agricole ou de constat du départ d'un associé, sur justificatifs des actes de transfert, du caractère hors cadre familial, de la cessation d'activité et de la copie du diagnostic.

6. Liens utiles et contacts

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

Dépôt de la demande auprès de la DDT du département du siège de votre exploitation :

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 50016
67084 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Inscription au RDI : www.repertoireinstallation.com

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Cette action a pour objectif de soutenir l'implication du porteur de projet à la transmission auprès de propriétaires fonciers, dans le cadre d'une cession hors cadre familial, afin qu'une transmission complète de l'exploitation soit faite auprès d'un repreneur. Les objectifs recherchés sont d'une part d'éviter que les terres libérées ne servent à l'agrandissement d'exploitations déjà existantes et d'autre part de transmettre une exploitation disposant de moyens financiers suffisants pour assurer la viabilité du projet du repreneur.

Cette aide est destinée à encourager la conclusion d'un (ou plusieurs) bail à ferme ou à long terme au profit d'un ou plusieurs candidats à l'installation hors cadre familial. Le candidat repreneur est un nouvel installé de moins de 40 ans au moment de la cession, ou âgé de moins de 40 ans au moment de sa demande d'aide à l'installation. Ce nouvel installé doit disposer d'un plan de professionnalisation personnalisé agréé (PPP).

L'exploitation à transmettre doit avoir une dimension supérieure à une activité minimale d'assujettissement.

La surface de l'exploitation prise en référence est celle mentionnée dans l'avant dernière demande d'aide surface au titre de la PAC (deux années avant le dépôt de la demande AITA).

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le porteur de projet à la transmission est le chef d'exploitation mettant en valeur les terres, et ayant un projet de transmission hors cadre familial à un ou plusieurs repreneurs identifiés et candidats à l'installation avec ou sans les aides ou en installation progressive le cas échéant. Les exploitants cotisants solidaires ne sont pas éligibles.

Pour pouvoir prétendre à l'aide, le cédant (exploitant individuel ou associé-exploitant souhaitant quitter l'agriculture) doit au préalable avoir déposé sa déclaration d'intention de cessation d'activité agricole (DICAA) dans le cadre d'un départ en retraite ou présenter un document équivalent dans le cadre d'une reconversion professionnelle. Il doit également avoir été inscrit préalablement au Répertoire Départ Installation (RDI) départemental.

3. Modalités opérationnelles

Une attention toute particulière est portée lors de la transmission de foncier certifié en agriculture biologique à un repreneur non intéressé par la conduite en agriculture biologique : la DDT s'assure, en lien avec la chambre départementale d'agriculture, que la recherche de candidats porteurs de projet à l'installation en production biologique a préalablement été menée.

L'aide est versée sur justification de la transmission par bail à ferme ou à long terme signé par le ou les nouveaux installés ou achat le cas échéant, attestation de cessation d'activité, copie de l'agrément PPP pour chaque repreneur. La situation hors cadre familial entre l'exploitant antérieur et le repreneur doit être démontrée. Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide à la transmission d'une exploitation préalablement inscrite au Répertoire Départ Installation (fiche 28).

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le transfert de 95 % de la surface de l'exploitation permet de bénéficier de 3000 € d'aide. Le transfert de 85 % de la surface d'exploitation permet de bénéficier de 1500 € d'aide.

6. Liens utiles et contacts

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

Dépôt de la demande auprès de la DDT du département du siège de votre exploitation :

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 50016
67084 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

1. Quel est l'objectif de la mesure ?

Les objectifs sont :

- anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou le remplacement d'un associé,
- de participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.

Cette aide prend la forme d'une prestation de conseil auprès du futur cédant. Le prestataire est agréé pour réaliser le conseil conformément à l'appel à candidature du 29 novembre 2016 (voir liste sur le site internet de la DRAAF).

Le prestataire établit un état des lieux de l'exploitation agricole et compose un plan d'action en identifiant les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser (analogie possible avec le plan d'entreprise des jeunes agriculteurs bénéficiaires des aides à l'installation) afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions, selon les modalités détaillées dans l'appel à candidature.

L'exploitation à transmettre doit avoir une dimension supérieure à une activité minimale d'assujettissement.

2. Qui sont les bénéficiaires éligibles ?

Le bénéficiaire peut être :

- le porteur de projet à la transmission en tant que chef d'exploitation à titre individuel,
- le porteur de projet à la transmission en tant qu'associé-exploitant,
- l'exploitation sociétaire du porteur de projet à la transmission lorsque celui-ci est associé-exploitant.

Le profil du porteur de projet à la transmission est le suivant :

- chef d'exploitation
- âgé entre 55 et 57 ans (date anniversaire) au dépôt de la demande d'aide,
- sans repreneur identifié ou avec repreneur hors cadre familial.

3. Modalités opérationnelles

Le bénéficiaire sollicite un organisme prestataire agréé. La demande d'aide est déposée auprès de la DDT. Le versement de l'aide État est effectué au prestataire, sur la base du plan d'action issu de l'accompagnement, produit par le prestataire, et de la copie de la facture acquittée par le bénéficiaire.

4. Quel est le montant de l'aide ?

Le montant de l'aide est plafonné à 80 % de la dépense engagée (HT) dans la limite de 1500 €, tous financements confondus (État et collectivités territoriales).

6. Liens utiles et contacts

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

Dépôt de la demande auprès de la DDT du département du siège de votre exploitation :

**Direction départementale des territoires du Bas-Rhin
Service Agriculture
14 rue du Maréchal Juin
BP – 50016
67084 Strasbourg Cedex
Tel : 03 88 88 91 00**

**Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service Agriculture et Développement Rural
Cité administrative - Bâtiment Tour
3 rue Fleischhauer
68026 Colmar Cedex
Tel : 03 89 24 81 37**

Documents, formulaires et liste des prestataires pour les actions sont disponibles sur le site internet de la DRAAF Grand Est :

<https://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

Accueil

Plan de relance

Votre DRAAF

Appels à projets

PRODUCTION & FILIÈRES

ALIMENTATION

ENSEIGNEMENT & FORMATION

Transmission & Installation

- Transmission actions régionales : PIT, plan de communication
- AITA : Les volets du programme régional
- **Volet 5 : Présentation des actions, Formulaires et Prestataires**
- Volet 6 : Animation régionale de l'Installation-Transmission

[Accueil](#) > [PRODUCTION & FILIÈRES](#) > [Exploitations](#) > [Installation](#) > [L'installation en agriculture dans le Grand Est](#) > [Transmission & Installation](#)

Volet 5 : Présentation des actions, Formulaires et Prestataires

publié le 20 septembre 2019 (modifié le 2 décembre 2020)

Les actions portées par le volet 5 sont présentées dans le livret de communication "Livret_ActionsVolet5_AITAGrandEst_oct2018".

Les notices et les formulaires sont disponibles en ligne. Les dossiers sont à déposer auprès de la DDT du siège de votre exploitation.

Pour l'accompagnement en amont de la transmission et pour le diagnostic d'exploitation, des prestataires sont agréés en région Grand Est (voir liste ci après). Un appel à candidature est régulièrement lancé en partenariat avec la Région : voir la rubrique Appel à projet sur le site de la DRAAF Grand Est <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Appels-a-projets>

Le site <https://www.repertoireinstallation.com/> permet une mise en relation entre des porteurs de projet à la transmission et des porteurs de projet à l'installation.

➤ [AITA_Volet5_Formulaire_Demande_Aides_Cedants](#) (format pdf - 125 ko - 03/04/2018)

Nature du dispositif

Les centres de santé mentale : maillent l'ensemble du territoire alsacien. Ils sont des structures ambulatoires qui, par une approche pluridisciplinaire, accompagnent les personnes souffrant de troubles psychiques.

L'Unité Mobile d'Évaluation et de Soins Psychiatriques (UMES) présente dans le Haut-Rhin : est un dispositif qui permet une évaluation de personnes en souffrance psychique, par une équipe spécialisée en psychiatrie, à domicile si nécessaire.

Point RE-PAIRS (Haut-Rhin) : s'adresse à toute personne faisant face à une situation difficile ou à un psycho traumatisme. L'équipe propose un accueil et une écoute, un soutien et un accompagnement individualisé avec possibilité de collaboration et mise en relation avec d'autres professionnels, une prise en charge psychothérapique.

1. Objectifs des dispositifs

L'UMES 68 a pour missions :

- d'évaluer la situation, de développer un lien de confiance avec la personne et ainsi de favoriser l'accès aux soins,
- de privilégier les prises en charge ambulatoires, au plus proche du domicile du patient,
- de limiter les hospitalisations aux seules situations pour lesquelles cela est médicalement indispensable.

POINT RE-PAIRS :

L'équipe propose : un accueil et une écoute, un soutien et un accompagnement individualisé avec possibilité de collaboration et mise en relation avec d'autres professionnels, une prise en charge psychothérapique.

2. Quel est le public concerné ?

L'UMES 68 intervient en amont des situations de crise ou d'urgence, en prévention. L'UMES est en mesure d'intervenir auprès de personnes dans l'incapacité de formuler une demande de soins à la demande d'un tiers.

Ce dispositif s'adresse aussi aux personnes pour lesquelles une prise en charge sur les lieux de soins habituels n'a pu être mise en place. Ces personnes ne sont pas nécessairement connues des services psychiatriques ou prises en charge par ceux-ci.

Les UMES interviennent suite à l'appel ou au signalement :

- d'un professionnel en contact avec la personne en situation de souffrance psychique (ex : médecin traitant, services sociaux, de mairie/service communal, d'hygiène et de santé, infirmier libéral, centre communal d'action sociale, enseignants, forces de l'ordre, etc ...),
- de l'entourage de la personne en souffrance psychique,
- des services de la Préfecture ou de l'ARS.

POINT RE-PAIRS :

S'adresse à toute personne faisant face à une situation difficile ou à un psycho traumatisme : deuil d'un proche, rupture affective, divorce, exclusion, perte d'emploi, stress, pressions professionnelles, ...

6. Liens utiles et contacts

Pour trouver le Centre de la santé mentale le plus proche :

Dans le Bas-Rhin :

- pour le Nord du Département : <https://www.ch-epsan.fr/>
- pour le Sud du Département : <https://www.ch-erstein.fr/>

Dans le Haut-Rhin :

https://www.ch-rouffach.fr/sectorisation_pluggin_old/index.php

Pour retrouver l'information sur la santé mentale :

<https://www.psycom.org/>



POINT RE-PAIRS – Haut-Rhin :

6, quai d'Isly
68100 Mulhouse

Téléphone : 03 89 78 78 34

UMES68 : pour trouver les secteurs en fonction des territoires concernés :

Secteurs	Territoires concernés	Coordonnées & horaires
Secteur 1 de psychiatrie générale des Hôpitaux Civils de Colmar	Les cantons de Kaysersberg, Lapoutroie, Ste-Marie-aux-Mines, Ribeauvillé, les quartiers suivants de la ville de Colmar : Centre-sud, Ste-Marie, Europe.	Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 Tél : 03 89 12 51 02
Secteur 2/3 de psychiatrie générale du Centre hospitalier de Rouffach	Les cantons de Andolsheim, Neuf-Brisach, Ensisheim, Wintzenheim, Munster, Rouffach, Colmar-sud et les quartiers suivants de la ville de Colmar : St-Martin, St-Vincent-de-Paul, Mittelhardt, St-Léon, Centre-nord, St-Joseph, St-Antoine, Les Maraîchers.	Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 Tél : 03 89 78 78 66
Secteur 4/5 : Lauch-Thur-Doller de psychiatrie générale du Centre hospitalier de Rouffach	Les cantons de Guebwiller, Soultz, Wittenheim (moins la commune de Kingersheim) et de Cernay, Thann, St-Amarin et Masevaux.	Du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 Tél : 03 89 78 70 14
Secteur 6/7 de psychiatrie générale du Centre hospitalier de Mulhouse	Les cantons de Huningue, Sierentz, les quartiers suivants de la ville de Mulhouse : Europe-Nouveau Bassin, Fridolin, Wolf-Wagner, Briand, Coteaux, Dornach, Haut-Poirier, partie du Rebberg et Mulhouse sud.	CESAME 7j/7 – 24h/24 Tél : 03 89 64 77 00
Secteur 8/9 de psychiatrie générale du Centre hospitalier de Rouffach	Les cantons de Habsheim, Illzach, Sausheim, Kingersheim et les quartiers suivants de la ville de Mulhouse : Drouot-Barbanègre, Nordfeld, Centre historique, une partie du Rebberg, Bourtzwiller, Bourtzwiller est, Brustlein, Cité, Daguerre, Doller, Fonderie, Franklin.	
Secteur 10 Centre médical Le Roggenberg	Les cantons de Altkirch, Hirsingue, Dannemarie et Ferrette	Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h15 Tél : 03 89 07 51 07